

COI Focus

CAMEROUN

Situation sécuritaire liée au conflit anglophone

16 octobre 2020 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles	3
Introduction	5
1. Bref historique	7
2. Etat actuel du conflit	9
2.1. Développements politiques	9
2.2. Situation sécuritaire	11
3. Parties combattantes	13
4. Typologie de la violence	15
4.1. Nombre d'incidents	15
4.2. Nature des incidents	15
4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales.....	15
4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes.....	16
4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos	16
4.2.4. Violations des droits humains par les séparatistes armés	17
4.2.5. Violations des droits humains par les forces camerounaises	18
5. Cibles de la violence	20
5.1. Données	20
5.2. Civils.....	21
5.2.1. Personnel de santé	22
5.2.2. Travailleurs humanitaires	22
5.2.3. Enseignants et élèves	23
5.2.4. Journalistes	23
5.3. Forces de sécurité.....	24
5.4. Séparatistes.....	24
5.5. Mbororos	24
6. Répartition géographique	25
7. Déplacements de population	27
7.1. Déplacés dans les régions anglophones	27
7.2. Déplacés dans les régions francophones	27
7.2.1. Situation sécuritaire.....	27
7.2.2. Situation humanitaire.....	30
7.3. Visualisation sur carte	32
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	32
8.1. Santé	33
8.2. Éducation	33
8.3. Sécurité alimentaire	35
8.4. Liberté de mouvement	35
8.4.1. Axes routiers	35
8.4.2. Lockdowns.....	36
8.4.3. Trafic aérien	36
8.5. Activités économiques	37
Résumé	38
Bibliographie	40

Liste des sigles

AAC	All Anglophone Conference
ACAT	Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ACT	Ambazonia Coalition Team
ADF	Ambazonia Defence Forces
ADISI	Association pour le développement intégré et la solidarité interactive
AGovC	Ambazonia Governing Council
AI	Amnesty International
AMEF	Authentique Memorial Empowerment Foundation
BIR	Bataillon d'intervention rapide
CDC	Cameroon Development Corporation
CHRAPA	Center for Human Rights and Peace Advocacy
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
COMINSUD	Community Initiative for Sustainable Development
GCR2P	Global Centre for the Responsibility to Protect
GICAM	Groupement inter-patronal du Cameroun
HRW	Human Rights Watch
ICG	International Crisis Group
IFRI	Institut français des relations internationales
IG	Interim Government
MDHC	Maison des droits de l'homme du Cameroun
MMInfo	Mimi Mefo Info
MSF	Médecins sans frontières
OCHA	United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau de la coordination des affaires humanitaires)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PPRD	Plan présidentiel pour la reconstruction et le développement
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais
RECODH	Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme
RFI	Radio France internationale
RSF	Reporters sans frontières
SCNC	Southern Cameroons National Council
SCYL	Southern Cameroons Youth League

SDF	Social Democratic Front
SDN	Société des Nations
SNH	Société nationale des hydrocarbures
SOCADEF	Southern Cameroons Defence Forces
TNH	The New Humanitarian
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fonds des Nations unies pour l'enfance)
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)
VBG	Violence basée sur le genre
VOA	Voice of America

Introduction

Cette recherche dresse un état des lieux de la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Cameroun. Elle porte en particulier sur la période allant d'octobre 2019 à octobre 2020. Ce document est une mise à jour du COI Focus intitulé *La crise anglophone : situation sécuritaire*, daté du 1^{er} octobre 2019. La recherche s'est clôturée le 7 octobre 2020.

L'analyse se compose de huit parties. La première partie revient sur le contexte général ayant vu émerger le conflit anglophone. La deuxième partie s'intéresse à l'évolution politique et sécuritaire de la situation depuis octobre 2019. La troisième partie rappelle les acteurs principaux du conflit. La nature des violences qui frappent les deux régions anglophones est étudiée dans la quatrième partie. Dans la cinquième partie, les cibles de la violence sont décrites. La sixième partie présente la répartition géographique des violences. La septième partie s'intéresse aux déplacements de population provoqués par le conflit et examine la situation des déplacés internes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Dans le cadre de cette recherche, le Cedoca s'est appuyé sur des sources publiques diverses, notamment sur des rapports de différents organes onusiens et d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales telles que l'International Crisis Group (ICG), Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca a également consulté la presse internationale et locale.

Le Cedoca s'est par ailleurs informé auprès de personnes de contact. Maxime Bissay est le président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et le coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Cameroun (ACAT-Cameroun). Michel Togué est avocat et défenseur des droits de l'homme. Un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme ainsi qu'une ONG de défense des droits humains ont souhaité conserver l'anonymat.

La quantité d'incidents violents survenus au cours de la période couverte par ce document (opérations des forces de l'ordre ou des groupes séparatistes, arrestations, assassinats, attaques de groupes armés, etc.) ne permet pas au Cedoca d'en livrer un inventaire exhaustif.

Le présent rapport utilise des données chiffrées en provenance du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun, il s'agit notamment des sources suivantes : HRW, Mimi Mefo, Cameroon News Agency, Camer.be, le Journal du Cameroun.

La base de données de l'ACLED est accessible publiquement sur le site web de l'organisation. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non) sont disponibles¹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED à la date du 19 septembre 2020. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts². L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue³.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁴. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de

¹ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité au Cameroun font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

1. Bref historique

La crise anglophone plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant grosso modo au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) au moment de la défaite allemande au terme de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie ainsi l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni⁵.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture du colonisateur avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, dans la partie occidentale sous administration britannique, l'anglais est parlé. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice où s'applique la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles⁶.

Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole façonnent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance. De manière générale, la partie francophone est moins avancée sur le plan démocratique⁷.

La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la république du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la république du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la république du Cameroun⁸.

En 1961, les représentants du Southern Cameroon et le président de la république du Cameroun, Amadou Ahidjo, se retrouvent à Foumban (Cameroun) pour négocier les modalités de la réunification. Mais certains anglophones considèrent toujours à l'heure actuelle que les clauses stipulant une fédération égalitaire de l'accord conclu à cette occasion n'ont pas été respectées par Yaoundé⁹. Après la réunification, Ahidjo impose en effet une constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones¹⁰.

Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le Cameroun devient la République unie du Cameroun¹¹. Selon un rapport de l'International Crisis Group (ICG) sur la crise anglophone publié en 2017 :

« La légalité de cette abrogation demeure contestée par les Anglophones car la Constitution de 1961 ne prévoit pas de changement de la forme de l'Etat et n'envisage la révision de la Constitution que par voie parlementaire. Les militants anglophones estiment aussi que le référendum n'aurait

⁵ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#)

⁶ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁷ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁸ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁹ ICG, 25/05/2010, [url](#)

¹⁰ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹¹ Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

pas dû être organisé au niveau national mais seulement au Cameroun occidental qui avait le plus à perdre »¹².

Lorsque Paul Biya succède à Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'année suivante, il modifie l'appellation officielle du pays qui devient la république du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone¹³.

Face à la volonté d'assimilation de Yaoundé, la colère des anglophones se cristallise autour de questions telles que l'économie et l'éducation. Selon un rapport publié par l'ICG en 2010, les plaintes de la minorité anglophone sont justifiées à de nombreux égards. En ce qui concerne l'éducation par exemple, « le gouvernement ne s'est pas montré attentif aux traditions anglophones, alors que [...] les Anglophones sont constamment désavantagés car contraints de rejoindre le système francophone à mesure qu'ils se rapprochent du niveau universitaire »¹⁴. Cependant, d'après le même rapport, la supposée marginalisation économique n'est pas si évidente, car « beaucoup parmi l'élite anglophone occupent de hauts postes dans la fonction publique de Yaoundé. Le Cameroun anglophone n'est pas plus économiquement défavorisé que d'autres régions du pays, en particulier le Nord et l'Est »¹⁵.

Lorsque le multipartisme est restauré dans les années 1990, l'espoir des anglophones de voir leurs préoccupations prises en compte est renouvelé. Le 26 mai 1990, le Social Democratic Front (SDF), un parti d'opposition à vocation nationale mais avec une forte composante anglophone, est créé à Bamenda puis élargit son influence dans la zone anglophone d'abord et dans les provinces francophones ensuite. Ce parti prône le fédéralisme et il passe tout près de la victoire lors de l'élection présidentielle de 1992¹⁶.

Dans la perspective d'une révision de la constitution pour l'adapter au multipartisme, les anglophones créent l'All Anglophone Conference (AAC) en 1993 et réclament le retour au fédéralisme. Cette orientation est rejetée au profit de la décentralisation. La position du SDF à cette occasion, qui propose, face à l'opposition des francophones au fédéralisme à deux Etats, un fédéralisme à quatre Etats, n'est pas acceptée par certains militants anglophones. Ceux-ci se regroupent dès 1995 dans des mouvements appelant à la sécession. Le plus connu est le Southern Cameroons National Council (SCNC), dont la frange jeune, le Southern Cameroons Youth League (SCYL), a recours à l'action violente à petite échelle¹⁷.

Après l'âge d'or des années 1990, la contestation anglophone s'effrite. L'élan sur le terrain est perdu, et seule la diaspora anglophone à l'étranger reste active, avec des plaidoyers auprès de la communauté internationale en faveur de la sécession. Les militants du SCNC continuent toutefois à organiser des protestations dans les régions anglophones chaque 1^{er} octobre et sont à l'origine de quelques actions spectaculaires mais symboliques, comme la proclamation en 1999 et en 2009 de l'indépendance de l'Ambazonia Republic, désignation par les sécessionnistes de leur Etat autoproclamé¹⁸.

Au-delà du sort de mouvements particuliers, l'insatisfaction demeure et le problème de la minorité anglophone reste latent. Même si parmi les Camerounais, les relations entre les deux communautés sont généralement bonnes, les griefs spécifiques des anglophones, qui attendent que leur spécificité

¹² ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹³ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁴ ICG, 25/05/2010, [url](#)

¹⁵ ICG, 25/05/2010, [url](#)

¹⁶ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁷ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁸ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

historique et culturelle soit prise en compte par le gouvernement central, sont généralement peu ou mal compris par les francophones¹⁹.

Selon le rapport de l'ICG datant de 2010 :

« au sein des élites, Francophones comme Anglophones ont des comportements qui favorisent la polarisation. Les mouvements anglophones exagèrent les différences pour mobiliser autour de leur cause [...]. Les Francophones continuent de voir la question en termes d'assimilation, et estiment que fournir aux Anglophones des occasions de s'intégrer à la vie publique dominée par les Francophones est un acte de générosité »²⁰.

Cette polarisation va conduire à la crise que l'on connaît depuis fin 2016, qui constitue une résurgence d'un problème qui s'est manifesté tout au long de l'histoire du Cameroun indépendant.

Les tensions actuelles sont nées en novembre 2016 lorsque des avocats, des étudiants et des enseignants anglophones ont commencé à protester contre leur sous-représentation et leur marginalisation culturelle par le gouvernement dominé par les francophones²¹. Les meneurs de la contestation revendiquent en majorité le retour à un Etat fédéral et, pour une minorité, l'indépendance et la proclamation d'un nouvel Etat, l'Ambazonie. Se sentant aussitôt menacé, Yaoundé a répondu à ce mouvement par la violence²².

En janvier 2017, une dizaine de leaders anglophones sont arrêtés, inculpés pour faits de terrorisme²³. Les figures de la contestation anglophone démarrent des opérations « villes mortes » et un boycott des écoles est imposé dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest²⁴.

Les séparatistes proclament de manière symbolique et unilatérale l'indépendance de l'Ambazonie le 1^{er} octobre 2017. C'est le point de non retour pour le pouvoir central qui déploie immédiatement l'armée dans les régions anglophones. Des dizaines de personnes sont tuées en marge de cet événement²⁵. Fin novembre 2017, en réponse à ces méthodes autoritaires, une partie du mouvement contestataire se radicalise. Le mouvement se durcit et évolue vers un conflit armé²⁶.

Depuis 2018, ont lieu des affrontements quasi quotidiens entre les groupes séparatistes et les forces gouvernementales. Des violations des droits de l'homme sont observées dans les deux camps dans les deux régions anglophones²⁷.

2. Etat actuel du conflit

2.1. Développements politiques

Entre le 30 septembre et le 4 octobre 2019, s'est tenu à Yaoundé un dialogue national sur la crise anglophone, organisé par le gouvernement camerounais²⁸. Les autorités ont formaté son contour en donnant des consignes strictes sur son déroulement, les interlocuteurs conviés (les groupes armés n'y

¹⁹ ICG, 25/05/2010, [url](#)

²⁰ ICG, 25/05/2010, [url](#)

²¹ VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; TNH, 08/07/2020, [url](#)

²² ICG, 19/10/2017, [url](#) ; Le Vif, 19/02/2018, [url](#)

²³ Le Vif, 19/02/2018, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

²⁴ IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 18/01/2017, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

²⁵ France 24, 04/10/2017, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2020, [url](#)

²⁶ VOA Afrique, 02/10/2018, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#)

²⁷ HRW, 27/07/2020, [url](#)

²⁸ ICG, 12/11/2019, [url](#)

étaient pas représentés) et les thématiques abordées (le fédéralisme ne pouvait pas être évoqué)²⁹. Largement décrié, l'exercice a finalement abouti en la formulation de plusieurs recommandations, dont l'octroi d'un statut spécial pour les régions anglophones dans le cadre du processus de décentralisation actuel et l'adoption d'une loi sur la promotion du bilinguisme³⁰. Le dialogue national n'a pas permis d'endiguer la violence³¹.

Dans la foulée, le 3 octobre 2019, le président Biya a ordonné la libération de 333 détenus anglophones, parmi lesquels ne figurent pas les dirigeants séparatistes³². Le 5 octobre 2019, après neuf mois de détention, c'est au tour du chef de l'opposition Maurice Kamto ainsi que d'une centaine de ses partisans d'être libérés. Les poursuites engagées contre eux ont été abandonnées³³. Malgré ces mesures, la situation sécuritaire dans les régions anglophones a continué à se détériorer³⁴.

Le 10 décembre 2019, le Parlement a adopté un projet de loi révisé sur les langues après que des avocats et des députés anglophones ont contesté une clause stipulant que les juges pouvaient utiliser l'anglais ou le français dans les tribunaux des zones anglophones. Le 19 décembre 2019, le Parlement a validé un projet de loi sur la décentralisation qui prévoit d'accorder aux régions anglophones un statut spécial leur permettant de définir leurs propres politiques en matière d'éducation et de justice³⁵.

Le 9 février 2020, des élections législatives et municipales ont eu lieu sur l'ensemble du territoire. La victoire écrasante du parti au pouvoir, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), est entachée par des allégations de fraude et un faible taux de participation. Le RDPC a remporté 316 des 360 conseils municipaux et 139 des 167 sièges à l'Assemblée nationale³⁶. En raison des dénonciations de fraude, le Conseil constitutionnel a ordonné la tenue d'un nouveau scrutin législatif dans onze circonscriptions anglophones le 22 mars 2020³⁷. Au cours des jours qui l'ont précédé, l'armée a intensifié ses opérations dans les onze circonscriptions concernées, affirmant avoir tué 24 combattants séparatistes. Le scrutin s'est caractérisé par un faible taux de participation et a été marqué par des violences dans la ville de Bamenda³⁸. Le 7 avril 2020, le Conseil constitutionnel a annoncé que le RDPC avait remporté les treize sièges en jeu³⁹.

Le 17 février 2020, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a condamné les meurtres de Ngaruh (voir points 2.2. et 4.2.3. pour plus d'informations) et a appelé le gouvernement à demander des comptes aux responsables. Le gouvernement a depuis reconnu l'implication de l'armée dans le massacre et trois soldats ont été accusés de meurtre⁴⁰.

À partir du 29 mars 2020, un cessez-le-feu de deux semaines a été décrété par les Southern Cameroons Defence Forces (SOCADEF) afin de permettre une campagne de tests de dépistage du Covid-19⁴¹.

Le 3 avril 2020, le gouvernement a fait l'annonce d'un plan de reconstruction pour les régions anglophones, aussitôt rejeté par les séparatistes. Ces derniers ont marqué leur opposition au projet

²⁹ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

³⁰ GCR2P, 15/07/2020, [url](#) ; ICG, 12/11/2019, [url](#)

³¹ ICG, 12/11/2019, [url](#) ; GCR2P, 15/07/2020, [url](#)

³² ICG, 12/11/2019, [url](#)

³³ France 24, 05/10/2019, [url](#) ; AI, 05/10/2019, [url](#)

³⁴ GCR2P, 15/07/2020, [url](#) ; HRW, 10/12/2019, [url](#)

³⁵ ICG, 07/01/2020, [url](#)

³⁶ ICG, 29/03/2020, [url](#)

³⁷ ICG, 29/03/2020, [url](#)

³⁸ ICG, 19/04/2020, [url](#)

³⁹ ICG, 20/05/2020, [url](#)

⁴⁰ GCR2P, 15/07/2020, [url](#) ; ONU Info, 17/02/2020, [url](#)

⁴¹ ICG, 19/04/2020, [url](#)

en attaquant des bâtiments publics, des travailleurs publics et des éléments des forces gouvernementales⁴².

Le 4 juin 2020, l'Organisation des Nations unies (ONU) a condamné « l'augmentation significative » des attaques contre les travailleurs humanitaires et de santé dans les régions anglophones au cours des deux derniers mois⁴³.

Le 5 juin 2020, l'armée a admis la mort en détention du journaliste anglophone Samuel Wazizi, porté disparu après son arrestation par la police à Buea (Sud-Ouest) à la mi-2019⁴⁴.

Le 2 juillet 2020, le gouvernement camerounais a entamé, à Yaoundé, des pourparlers secrets avec le leader anglophone en détention Sisiku Ayuk Tabe et neuf autres séparatistes afin de négocier les conditions d'un cessez-le-feu⁴⁵. Les violences enregistrées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest se sont poursuivies en marge de ces discussions⁴⁶.

Le 17 septembre 2020, la condamnation à la prison à vie du leader séparatiste Sisiku Ayuk Tabe a été confirmée en appel. Un tribunal militaire l'avait condamné en 2019 pour des faits de sécession, rébellion et terrorisme en lien avec le conflit anglophone⁴⁷.

2.2. Situation sécuritaire

En octobre et novembre 2019, la situation est restée stable dans les régions anglophones. Le dialogue national n'a pas permis de faire cesser la violence et des affrontements entre les forces armées et les séparatistes ont eu lieu⁴⁸.

En décembre 2019, ICG a observé une dégradation de la situation⁴⁹. D'après le Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations Children's Fund, UNICEF) et Amnesty International (AI), cette situation a perduré pendant le premier trimestre 2020 avec une intensification des affrontements entre les forces de sécurité et les groupes armés séparatistes en marge des élections municipales et législatives du mois de février 2020⁵⁰. Cette nouvelle vague de violences, cumulée à la propagation du Covid-19, a contraint des milliers de civils à fuir⁵¹. L'impact de l'épidémie a encore limité l'accès aux moyens de subsistance de base, aux soins de santé et à l'éducation (les quelques écoles qui fonctionnaient encore ont été fermées)⁵².

À l'approche des élections législatives et municipales du 9 février 2020, les combattants séparatistes ont intensifié leurs attaques dans les régions anglophones, ciblant souvent le personnel et le matériel électoral. L'armée a également augmenté le nombre de ses opérations sur le terrain et a déployé, le 7 janvier 2020, 700 gendarmes supplémentaires dans la zone anglophone⁵³.

Le 5 janvier 2020, les séparatistes ont déclaré l'imposition dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, entre le 7 et le 12 février 2020, d'un *lockdown* au cours duquel toutes les activités devaient être suspendues. Le but poursuivi était d'empêcher le scrutin du 9 février 2020, de même que la célébration de la journée de la jeunesse du 11 février et l'anniversaire du référendum du 11 février 1961 qui a mené à

⁴² ICG, 20/05/2020, [url](#) ; African Arguments, 08/09/2020, [url](#)

⁴³ ICG, 01/07/2020, [url](#)

⁴⁴ ICG, 01/07/2020, [url](#)

⁴⁵ ICG, 03/08/2020, [url](#)

⁴⁶ ICG, 03/08/2020, [url](#)

⁴⁷ RFI, 18/09/2020, [url](#) ; HRW, 03/09/2019, [url](#)

⁴⁸ ICG, 12/11/2019, [url](#)

⁴⁹ ICG, 07/01/2020, [url](#)

⁵⁰ UNICEF, 30/06/2020, [url](#) ; AI, 06/02/2020, [url](#)

⁵¹ AI, 06/02/2020, [url](#) ; UNICEF, 30/06/2020, [url](#)

⁵² UNICEF, 30/06/2020, [url](#)

⁵³ ICG, 22/02/2020, [url](#) ; ACAPS, 21/01/2020, [url](#)

l'intégration du Cameroun britannique au Cameroun⁵⁴. Ce *lockdown* a conduit à une nouvelle vague de déplacements de population⁵⁵.

Le 14 février 2020, les forces camerounaises, soutenues par des milices mbororos (ethnie peule), ont attaqué le village de Ngarbuh (Nord-Ouest), causant la mort de 23 civils. Le pouvoir central a d'abord signalé qu'il s'agissait d'un accident, avant que l'opinion publique s'offusque des faits et que l'ONU, l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis demandent une enquête indépendante⁵⁶. Le 22 avril 2020, les conclusions de la commission d'enquête indépendante ont confirmé la responsabilité des forces gouvernementales dans le meurtre des 23 civils dans l'attaque de Ngarbuh⁵⁷.

Le 7 mars 2020, des séparatistes présumés ont fait une incursion dans la région de l'Ouest à prédominance francophone, tuant huit personnes dont quatre membres du personnel de sécurité dans la ville de Galim⁵⁸.

Le 4 mai 2020, les forces gouvernementales ont lancé une opération militaire d'une semaine dans la région du Nord-Ouest, notamment autour de la ville de Bafut, et ont déclaré avoir tué 22 combattants séparatistes. Les raids ont causé la mort de treize civils⁵⁹.

Le 2 juillet 2020, des individus non identifiés ont fait exploser une bombe artisanale à Yaoundé, faisant au moins vingt blessés. Les autorités ont accusé les combattants séparatistes, tandis que le gouvernement a renforcé sa présence dans la capitale, en particulier dans les quartiers anglophones⁶⁰.

Le 10 juillet 2020, un travailleur humanitaire de Médecins sans frontières (MSF) a été tué par les séparatistes près de la ville de Kumba (Sud-Ouest).

Le 13 juillet 2020, environ 60 civils ont été enlevés par des séparatistes présumés dans le village de Mmouck Leteh, dans le département de Lebialem, pour être libérés quelques jours plus tard⁶¹.

Le 11 août 2020, dans la localité de Muyuka (Sud-Ouest), des séparatistes présumés ont décapité une femme qu'ils accusaient de collaborer avec l'armée. La vidéo de cette décapitation a été largement répandue sur les réseaux sociaux. Le 14 août 2020, Human Rights Watch (HRW) a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer des sanctions aux séparatistes. Dans les jours suivants, les forces gouvernementales ont mené des opérations de représailles, tuant environ sept personnes et en arrêtant environ 200 dans la région de Muyuka⁶².

Selon HRW, au moins 285 civils ont été tués dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest entre janvier et juillet 2020⁶³.

À partir du 8 septembre 2020, les autorités ont lancé l'opération « Bamenda clean » dans le but de « nettoyer » la ville des séparatistes. Les forces de sécurité y ont été déployées en nombre après qu'un policier a été tué par les séparatistes au début du mois de septembre. Les civils sont pris en étau entre les militaires qui effectuent des contrôles d'identité et les séparatistes qui leur imposent de ne pas quitter leur domicile⁶⁴. L'organisation de défense des droits de l'homme Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA) a rapporté des cas de personnes tuées, arrêtées arbitrairement, détenues illégalement ainsi que des viols, des fouilles de domiciles et des extorsions

⁵⁴ ICG, 22/02/2020, [url](#)

⁵⁵ ICG, 29/03/2020, [url](#)

⁵⁶ ICG, 29/03/2020, [url](#)

⁵⁷ ICG, 20/05/2020, [url](#)

⁵⁸ ICG, 19/04/2020, [url](#)

⁵⁹ ICG, 08/06/2020, [url](#)

⁶⁰ ICG, 03/08/2020, [url](#)

⁶¹ ICG, 03/08/2020, [url](#)

⁶² ICG, 31/08/2020, [url](#)

⁶³ HRW, 27/07/2020, [url](#)

⁶⁴ RFI, 12/09/2020, [url](#) ; RFI, 15/09/2020, [url](#)

de fonds commis par les militaires dans le cadre de cette opération⁶⁵.

3. Parties combattantes

Le conflit en zone anglophone oppose d'une part les forces armées camerounaises, notamment le Bataillon d'intervention rapide (BIR), et d'autre part des milices séparatistes.

D'après The New Humanitarian (TNH), les groupes séparatistes comptent en juillet 2020 entre 2.000 et 4.000 combattants répartis en deux factions rivales, toutes deux appelées « gouvernement intérimaire de l'Ambazonie » (Ambazonian Interim Government – IG)⁶⁶. La première faction, considérée comme la plus importante, est dirigée par Sisiku Ayub Tabe qui s'était auto-proclamé président de la République d'Ambazonie le 1^{er} octobre 2017 et qui a été condamné à la prison à vie pour terrorisme et sécession⁶⁷. La seconde est menée par Samuel Ikome Sako, un activiste sécessionniste basé aux Etats-Unis⁶⁸. Les deux factions sont communément appelées « IG Sisiku » et « IG Sako »⁶⁹.

En 2019, les milices armées relevant de l'IG Sako se sont regroupées au sein de l'Ambazonia Coalition Team (ACT). Son principal atout militaire est Oliver Lekeaka, plus connu sous le nom de « field marshal of Lebialem », qui s'est révélé être un commandant compétent, selon TNH. L'ACT comprend également les SOCADEF, un groupe armé dirigé par Ebenezer Akwanga⁷⁰.

Dans l'autre camp, d'après les informations de TNH, une alliance a été nouée en août 2019 entre l'IG Sisiku et l'Ambazonia Governing Council (AGovC) à la tête duquel se trouve Cho Lucas Chabaya. The Ambazonia Defence Forces (ADF) est la branche armée de l'AGovC⁷¹.

Les différents groupes armés sont dirigés depuis l'étranger par des leaders anglophones issus de la diaspora. Toutefois, ces derniers ont montré des difficultés à maintenir le contrôle sur leurs troupes de terrain. Selon un article du journal Le Monde publié en août 2019 :

« La situation est devenue incontrôlable, explique une source sécuritaire à Bamenda. Même les chefs de la diaspora ne maîtrisent plus grand-chose et n'ont plus beaucoup d'influence sur leurs troupes sur le terrain. Les kidnappings sont quotidiens. Il y a tellement d'argent et de pouvoir en jeu que des groupes séparatistes se divisent. Certains créent leur propre groupe, et ainsi de suite. Nous les arrêtons, certains meurent au cours des combats, mais d'autres reviennent et continuent de kidnapper »⁷².

Une note sur le conflit anglophone publiée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) en octobre 2019 explique :

« Les différents groupes n'ont pas pu établir de commandement unique pour différentes raisons : rivalités entre chefs, accusations de corruption et de trahison et clivage culturel. Il n'y a pas de continuité ethnique entre les deux régions affectées par les conflits et le morcellement des groupes armés correspond plus à des logiques ethno-territoriales (les Red Dragons de Lebialem, les Sword

⁶⁵ CHRDA, 06/10/2020, [url](#)

⁶⁶ TNH, 08/07/2020, [url](#)

⁶⁷ VOA Afrique, 20/08/2019, [url](#)

⁶⁸ Jeune Afrique (Foute F.), 12/11/2019, [url](#)

⁶⁹ TNH, 08/07/2020, [url](#)

⁷⁰ TNH, 08/07/2020, [url](#)

⁷¹ TNH, 08/07/2020, [url](#)

⁷² Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

of Ambazonia de Meme ou les Tigers de Manyu) et à des considérations pratiques et sécuritaires qu'à des divergences idéologiques »⁷³.

Bien qu'il y ait des divisions entre des groupes séparatistes rivaux, ces derniers maintiennent le contact entre eux⁷⁴. A cet égard, Richard Moncrieff, directeur du projet Afrique centrale de l'ICG, a déclaré le 10 juillet 2020 à Radio France internationale (RFI) :

« Il est vrai que sur le terrain les groupes anglophones se fracturent, dans une certaine mesure, s'autonomisent par rapport à leurs leaders politiques, mais pas entièrement. En même temps, on voit l'apparition de groupes criminels et aussi des groupes dits d'autodéfense, dont certains sont soutenus par le gouvernement. Donc il est vrai que c'est une situation assez chaotique dans les deux régions anglophones. Mais en même temps, les leaders politiques, y compris Sisiku Ayuk Tabe, ont quand même une grande influence sur les unités armées, dans les régions anglophones et sur les populations »⁷⁵.

L'article du journal Le Monde susmentionné explique encore au sujet des groupes séparatistes que « [d]e plus en plus de jeunes garçons les rejoignent, pour l'idéologie mais aussi pour de l'argent [...]. Ils sont de mieux en mieux organisés, mieux armés, avec des kalachnikovs, et opèrent même en pleine ville, sans peur »⁷⁶.

Une note de l'IFRI parue en juin 2020 précise :

« S'il y a peu d'informations publiques sur le recrutement forcé par les groupes armés du fait de la terreur que ces derniers font régner, il est notoire qu'ils utilisent dans leurs rangs des mineurs, y compris des filles. Ces dernières rempliraient plusieurs rôles, de combattantes à *bushwives* (esclaves sexuelles des *commanders* [chefs]) »⁷⁷.

Un article paru sur le site d'informations en ligne Mimi Mefo Info (MMInfo) le 15 septembre 2020 indique que de nombreux civils, usés par les souffrances et la misère imposées par les combats, ont tourné le dos à la lutte pour l'indépendance et ne suivent les injonctions des séparatistes que par peur de représailles⁷⁸.

Pourtant, dans le même temps, Field Marshall interrogé par MMInfo a déclaré :

« The people know who is burning their villages, their homes. They know who is killing their mothers and sisters, killing babies, raping their daughters. They pray for our safety daily and we keep gaining grounds. The administrative mechanism of the Cameroon government in the Ambazonian territory has crumbled, and we have the full support of the people »⁷⁹.

⁷³ IFRI (Petrigh C.), 10/2019, [url](#)

⁷⁴ The Africa Report, 09/09/2020, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, [url](#)

⁷⁵ RFI, 10/07/2020, [url](#)

⁷⁶ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

⁷⁷ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

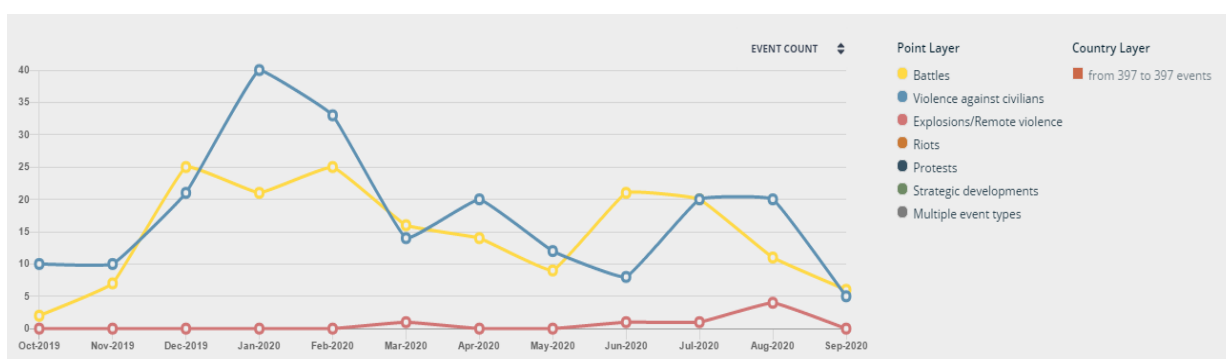
⁷⁸ MMInfo, 15/09/2020, [url](#)

⁷⁹ MMInfo, 15/09/2020, [url](#)

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

En 2019, l'ACLED a comptabilisé 344 incidents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Parmi ceux-ci, 137 événements sont qualifiés de *battle*, 203 sont des cas de *violence against civilians* et 4 cas d'*explosions/remote violence*. Pour l'année 2020 (jusqu'au 19 septembre), l'ACLED a recensé 326 incidents dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest. Sur ce nombre, l'ACLED classe 145 incidents comme *battles*, 8 incidents comme *explosions/remote violence* et 173 incidents comme *violence against civilians*⁸⁰. Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, classés dans les catégories *riots*, *protests* en *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED⁸¹.



Incidents répertoriés dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest entre octobre 2019 et septembre 2020
Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED⁸²

Pour la période allant de janvier à juillet 2020, HRW estime qu'au moins 285 civils ont été tués au cours de quelque 190 incidents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest⁸³.

4.2. Nature des incidents

4.2.1. Affrontements entre groupes séparatistes et forces gouvernementales

Les combattants séparatistes et les forces de défense et de sécurité continuent à s'affronter dans des fusillades.

Lors d'un entretien téléphonique avec le Cedoca le 7 septembre 2020, un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a affirmé que les confrontations entre combattants séparatistes et forces gouvernementales ont été moins nombreuses en 2020 qu'en 2019, ce qui peut être considéré comme une amélioration. Mais il a également constaté en 2020 plus de violations des droits de l'homme et une aggravation dans l'intensité des « atrocités » commises. Selon cette source, les forces

⁸⁰ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, [url](#)

⁸¹ CGVS/CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

⁸² ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, [url](#)

⁸³ HRW, 27/07/2020, [url](#)

armées esquivent les combats directs avec les groupes armés et parfois s'en prennent aux civils en représailles quand ils perdent leurs éléments⁸⁴.

4.2.2. Affrontements entre groupes séparatistes

Des rivalités internes pour le pouvoir opposent les groupes séparatistes armés entre eux. Des luttes intestines résultent de ces oppositions et causent la mort de combattants⁸⁵.

Un ancien combattant a témoigné de cette situation en tenant les propos suivants à MMInfo :

« I am no longer fighting because I noticed there was a lot of division and in-fighting amongst fighters mostly caused by 'some gullible diaspora', self-interest, power tussle, backstabbing, sabotage, insufficient materials, high level of propaganda, ... »⁸⁶.

4.2.3. Affrontements impliquant les Mbororos

D'après la *Note de conjoncture des droits de l'homme au Cameroun* publiée le 1^{er} mai 2020 par le Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH) :

« [...] les peuples Mbororos [...] sont essentiellement nomades au départ ; mais adoptent aujourd'hui et de façon progressive, un mode de vie sédentaire. La pratique de l'élevage extensif de pâturage pour eux, au-delà de sa dimension économique est davantage un aspect de leur identité culturelle. Cette pratique culturelle et économique, fait qu'ils sont généralement en conflit avec les autres communautés sédentaires, pratiquant l'agriculture, autour des questions des gestions de l'espace et l'accès aux ressources (eau, terre, pâturages). La crise sévissant dans le Nord-Ouest a contribué à les rendre vulnérables et a aussi réveillé des anciens conflits agropastoraux qui étaient alors rentrés en latence, ou alors à les exacerber avec une dimension identitaire »⁸⁷.

Plusieurs cas de violents affrontements entre des membres de l'ethnie peule, les Mbororos, soupçonnés de collaborer avec le gouvernement, et certains groupes séparatistes ont été enregistrés. Selon un article de Jeune Afrique du 19 juillet 2020, les Mbororos sont victimes d'exactions de la part des milices sécessionnistes : intimidations, kidnappings, assassinats, vols de bétails et destructions de biens. Cependant, des membres de la communauté mbororo ont aussi participé « à des expéditions meurtrières, civiles ou militaires »⁸⁸. Ainsi, le 14 février 2020, des éléments des forces gouvernementales accompagnés d'un comité de vigilance constitué de Peuls (Mbororos) ont attaqué des présumés séparatistes dans le village de Ngarbugh, causant la mort d'au moins 21 civils⁸⁹. Depuis longtemps soupçonnés de collaborer avec les forces étatiques, les événements de Ngarbuh ont confirmé la proximité entre les Mbororos et les forces de défense et de sécurité⁹⁰.

Arrey Elvis Ntui, chercheur à l'ICG, a expliqué à RFI le 30 avril 2020 :

« Les Mbororo ne sont pas les seuls à s'être constitués en comité de vigilance depuis le début de la crise anglophone. D'autres comités incluent diverses communautés et d'ex-combattants repentis

⁸⁴ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

⁸⁵ CamerounWeb, 24/01/2020, [url](#) ; AA, 12/03/2020, [url](#)

⁸⁶ MMInfo, 15/09/2020, [url](#)

⁸⁷ RECODH, 01/05/2020

⁸⁸ Jeune Afrique (Foute F.), 19/07/2020, [url](#)

⁸⁹ HRW, 25/02/2020, [url](#)

⁹⁰ Jeune Afrique (Foute F.), 19/07/2020, [url](#)

[...]. Mais l'idée est largement répandue qu'ils sont les mieux armés et plus violents que les autres »⁹¹.

4.2.4. Violations des droits humains par les séparatistes armés

Au cours de la période concernée par ce document, les séparatistes armés ont continué à perpétrer des crimes graves, parmi lesquels des homicides, des kidnappings et des extorsions⁹². Début février 2020, AI a déclaré qu'au cours des semaines qui ont précédé les élections législatives et municipales, « [...] les séparatistes armés se livraient sans relâche à des exactions. Les civils se retrouvent piégés dans une spirale de violence »⁹³.

Enlèvements

Selon un article du 8 août 2019 paru dans le journal Le Monde, les kidnappings sont quotidiens et sont le fait d'hommes armés qui se présentent comme des indépendantistes. Les cibles sont diverses :

« [...] des personnes soupçonnées de travailler pour les forces de défense, des membres de l'administration camerounaise, des employés des entreprises publiques ou parapubliques, des chefs traditionnels, des élèves, des étudiants, des enseignants bravant le boycott des écoles imposé par les sécessionnistes, des hommes d'affaires, des hommes politiques, des humanitaires »⁹⁴.

Dans ce même article, Illaria Allegrozi, chercheuse pour HRW, a souligné :

« La plupart des cas de kidnappings que nous avons pu vérifier concernent des élèves ou des enseignants. Des centaines d'enfants ont été enlevés sur le chemin de l'école ou dans leurs bâtiments scolaires, souvent car ils ne respectaient pas la consigne séparatiste de boycotter les écoles »⁹⁵.

Dans la majorité des cas rapportés, les ravisseurs exigent des rançons, des fusils traditionnels ou des munitions. Des otages ont été torturés, blessés, parfois amputés d'une main, des doigts ou encore tués, égorgés ou décapités⁹⁶.

Régulièrement, les dirigeants anglophones nient être les commanditaires de ces crimes. Leurs voix s'élèvent pour dire que ces actes ne sont pas perpétrés par les combattants séparatistes mais sont orchestrés par le pouvoir en place dans le but de décrédibiliser leur cause⁹⁷. Ils accusent des « *fake ambas* » (faux séparatistes), qu'ils disent être instrumentalisés par les autorités pour les affaiblir⁹⁸.

Dans un entretien accordé à MMInfo, le général ambazonien Field Marshall a déclaré :

« We know that the government of Cameroon has created fake Amba groups here and their mission is to commit all kinds of atrocities and abominable acts that will discourage the Ambazonian peoples from supporting the real fighters. Ambazonian fighters are against all forms of civilian killings. It's against our code to turn our backs on the very people that are supporting us, the very people that are doing the little they can to make sure that we liberate our homeland. We do not kill our own people. This is war and at times things happen accidentally. We respect the Geneva Convention. If an Ambazonian is caught red-handed working with an agent of the Cameroon government in order to take civilian life, take sides with their soldiers or even participate in the process, we arrest you

⁹¹ RFI, 30/04/2020, [url](#)

⁹² AI, 06/02/2020, [url](#) ; RFI, 02/03/2020, [url](#)

⁹³ AI, 06/02/2020, [url](#)

⁹⁴ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

⁹⁵ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

⁹⁶ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#) ; IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

⁹⁷ TNH, 08/07/2020, [url](#) ; Cameroon-info, 14/08/2020, [url](#) ; Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

⁹⁸ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

and not kill. It's the military of Cameroon that kill without discrimination. Once they talk to you in French and you can't respond well in French, you are killed »⁹⁹.

Homicides

Les observateurs dénoncent les attaques et homicides de civils perçus comme collaborant ou sympathisant avec les autorités. Les séparatistes sont accusés d'avoir attaqué et tué des élèves et des membres du corps enseignant qui ont bravé le boycott des écoles. Des chefs traditionnels soupçonnés d'accorder leur soutien au gouvernement ont également été victimes d'attaques, de traitements inhumains et dégradants et d'assassinats¹⁰⁰.

4.2.5. Violations des droits humains par les forces camerounaises

Les forces de sécurité camerounaises, en plus de ne pas parvenir à protéger les civils des régions anglophones, mènent une campagne de représailles à l'égard de ceux qui, d'après elles, soutiennent les séparatistes¹⁰¹. D'après le rapport *Les risques d'atrocités de masse au Cameroun* publié en juin 2020 par le Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, les forces camerounaises sont accusées de « procéder à des arrestations, détentions et tortures arbitraires, de tirer aveuglément dans des foules, de tuer des habitants après avoir pénétré de force chez eux, ainsi que de mener des rafles au cours desquelles des villageois sont abattus »¹⁰².

Raids sur des villages

Selon un document publié le 8 septembre 2020 par African Arguments, les forces de sécurité ont incendié plus de 225 villages depuis 2017 et ont poursuivi cette stratégie même après l'annonce par les autorités d'un plan de reconstruction pour les régions anglophones¹⁰³.

Interrogé par le Cedoca, un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a expliqué le 7 septembre 2020 que selon ses informations, des villages continuent à être incendiés même si l'armée utilise moins cette stratégie en 2020 qu'en 2019 parce que la sonnette d'alarme a été tirée¹⁰⁴.

Ainsi à titre d'exemple, une enquête réalisée par AI démontre qu'à la mi-janvier 2020, une cinquantaine de bâtiments ont été incendiés à Babubock et dans les villages voisins de Bangem (Sud-Ouest) par les forces de défense et de sécurité. Le 23 janvier 2020, le village de Ndoh (Sud-Ouest) a subi une attaque après qu'un militaire a été tué dans la zone. D'après les recensements d'AI, seize personnes ont trouvé la mort tandis que des tirs ont blessé au moins cinq personnes¹⁰⁵.

Le 20 juillet 2020, les militaires ont mené une opération de représailles à Modelle Village (Menchum) après que trois soldats ont été tués par des combattants séparatistes. Selon les témoignages recueillis par le CHRDA, les forces de l'ordre ont brûlé les habitations et tué trois civils¹⁰⁶.

Le 13 août 2020, une opération militaire dans le village de Mautu à Muyuka (Sud-Ouest) a causé la mort de sept civils non armés. D'après le CHRDA, les victimes sont un vieillard et une femme enceinte, abattus à bout portant dans leur maison, ainsi qu'un pasteur et des jeunes garçons. Un drapeau ambazonien était hissé sur le toit de l'église. Le village de Mautu avait déjà fait l'objet le 24 janvier

⁹⁹ MMInfo, 15/09/2020, [url](#)

¹⁰⁰ Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, 06/2020, [url](#)

¹⁰¹ CHRDA, 03/06/2019, [url](#) ; Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, 06/2020, [url](#)

¹⁰² Simon-Skjodt Center for the Prevention of Genocide, 06/2020, [url](#)

¹⁰³ African Arguments, 08/09/2020, [url](#)

¹⁰⁴ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁰⁵ AI, 06/02/2020, [url](#)

¹⁰⁶ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

2020 d'une opération de l'armée au cours de laquelle des civils avaient été torturés et des biens pillés¹⁰⁷.

Le 25 août 2020, les militaires sont entrés dans plusieurs villages de Belo, dans la région du Nord-Ouest, dans le but de démanteler un campement de séparatistes, mais les combattants avaient fui avant leur arrivée. En représailles, les forces armées camerounaises ont maintenu leur présence dans la localité jusqu'au 30 août 2020, brûlant des habitations et pillant du matériel et des récoltes¹⁰⁸.

Exécutions extrajudiciaires

D'après les informations du CHRDA, quatre civils non armés ont été tués le 28 mai 2020 lors d'une offensive menée par les militaires dans le quartier de Upper Bonduma, à Buea (Sud-Ouest). Selon le CHRDA, les jeunes hommes ont été tués par balles après avoir été longuement battus. Des rescapés de l'attaque ont expliqué à CHRDA qu'ils étaient un groupe de jeunes en train de fumer du cannabis dans un bâtiment lorsque des soldats sont arrivés. Selon leurs témoignages, les soldats venaient souvent fumer du cannabis avec eux dans ce bâtiment où aucune arme n'a été retrouvée¹⁰⁹.

Le CHRDA a également documenté l'assassinat le 4 juillet 2020 de Brice Ebangi, décrit par des témoins comme un jeune homme calme et très actif dans l'église presbytérienne de Bangem. Il a été abattu par les militaires alors qu'il faisait sonner la cloche de l'église pour appeler les fidèles à la prière. Les militaires, qui menaient un raid dans le village, l'ont accusé d'avoir averti la population de l'opération¹¹⁰.

Encore, le 13 août 2020 à Tiko (Sud-Ouest), les forces de défense et de sécurité ont tué une jeune fille de dix-sept ans et blessé par balles trois enfants. Selon les informations du CHRDA, les soldats ont pris la victime pour un combattant séparatiste et l'ont tuée dans son jardin¹¹¹.

Le 20 août 2020, les forces armées ont fait une descente dans le village de Ikiliwindi (Sud-Ouest) où ils recherchaient des combattants séparatistes. La population a fui dans la brousse à l'exception de deux civils non armés qui, cachés dans une maison, ont été tués¹¹².

Arrestations arbitraires et détentions illégales

Selon le rapport susmentionné du CHRDA paru le 31 août 2020 :

« Arbitrary arrest and illegal detention are one of the methods employed by government forces to crack down on separatist fighters. Unfortunately, only the civilian population is suffering the effects. The military continues to arrest and detain civilians on the grounds of sharing separatist ideology, in precarious prison conditions »¹¹³.

Plusieurs observateurs, dont le CHRDA et un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme contacté par téléphone le 7 septembre 2020, considèrent que de nombreux anglophones subissent des arrestations arbitraires dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et sont détenus dans les prisons camerounaises sans inculpation¹¹⁴.

D'après un article paru le 16 septembre 2020 sur le site d'informations en ligne MMInfo, la police et la gendarmerie procèdent à de nombreuses arrestations sous le prétexte de lutter contre les séparatistes. Si elles ne peuvent pas directement payer un pot-de-vin pour être relâchées, les

¹⁰⁷ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹⁰⁸ African Arguments, 08/09/2020, [url](#) ; CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹⁰⁹ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹⁰ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹¹ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹² CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹³ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹⁴ CHRDA, 31/08/2020, [url](#) ; Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

personnes interpellées sont emmenées au poste de police et certaines sont placées en détention jusqu'à leur libération sous caution¹¹⁵.

Parmi les cas de détentions illégales, le CHRDA documente celui du révérend Tangem Thomas, attaché au monastère de Mbengwi (Nord-Ouest), lequel a été arrêté à Buea en 2018 et détenu pendant deux ans à Yaoundé sans accusation ni procès. Torturé et détenu dans de mauvaises conditions, il est décédé en juillet 2020, menotté à un lit d'hôpital à Yaoundé¹¹⁶.

Le 15 mai 2020, un journaliste anglophone nommé Kingsley Njoka a subi une arrestation arbitraire et a été détenu au secret pendant plusieurs semaines. Il a été officiellement placé en détention le 12 juin 2020, accusé de sécession et de complicité de bande armée. Selon Reporters sans frontières (RSF), « son arrestation est liée à ses prises de positions critiques contre la façon dont les autorités gèrent la crise »¹¹⁷.

Intimidations et extorsions de fonds

Le 13 juillet 2020, une opération d'arrestations massives a été lancée par les autorités sur une artère de Buea (Sud-Ouest). Des éléments de la gendarmerie, de l'armée et de la police ont fait du porte à porte, enjoignant à toute personne de sortir dans la rue et de s'asseoir à terre. Des listes comprenant des informations personnelles recueillies de force auprès de plus de 700 civils concernés ont été dressées sans que la raison de cette mesure soit renseignée aux intéressés. Selon le CHRDA, les personnes qui ne détenaient pas leurs documents d'identité ont été détenues. Certaines ont dû donner un pot-de-vin pour obtenir leur libération¹¹⁸.

Le CHRDA a documenté le cas d'une personne qui a subi un contrôle d'identité sans raison avant de voir les militaires entrer dans son habitation et la saccager. Les soldats ont volé de l'argent dans son portefeuille avant de la menacer d'autres actions identiques si les habitants de la localité ne divulguaient pas les noms et les cachettes des combattants séparatistes présents dans la zone¹¹⁹.

5. Cibles de la violence

5.1. Données

Du 1^{er} octobre 2019 au 19 septembre 2020, l'ACLEDA a recensé 786 victimes dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest, décédées au cours de 401 incidents du type *battles, explosions/remote violence en violence against civilians*¹²⁰.

Le nombre de morts recensés par l'ACLEDA dans la colonne *fatalities* comprend des civils aussi bien que des membres des forces de sécurité ou de milices armées. Les blessés ne sont pas recensés. L'ACLEDA recommande d'utiliser avec la plus grande prudence les chiffres concernant le nombre de morts fournis par lui ou par d'autres bases de données¹²¹. L'ACLEDA n'est pas en mesure de vérifier les informations sur le nombre de morts. L'organisation relève que dans les informations sur les conflits, les chiffres sur le nombre de morts sont généralement ceux qui sont les plus biaisés et les moins précis. Ces informations se prêtent à des manipulations par des groupes armés et parfois par les médias, ce qui

¹¹⁵ MMInfo, 16/09/2020, [url](#)

¹¹⁶ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹⁷ RSF, 30/06/2020, [url](#)

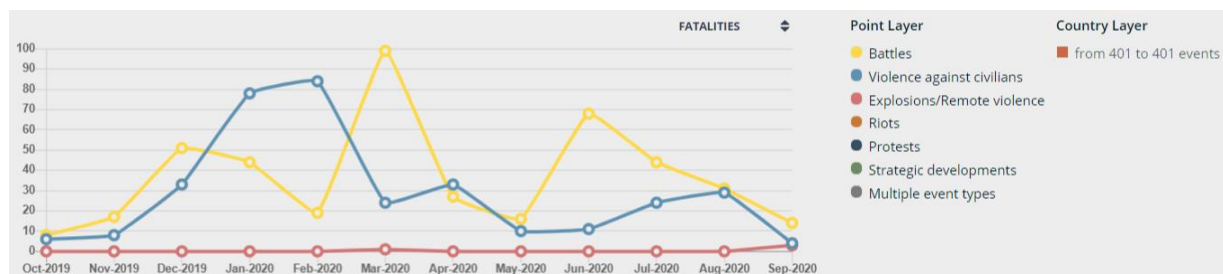
¹¹⁸ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹¹⁹ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹²⁰ ACLEDA, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, [url](#)

¹²¹ ACLEDA, *Fatalities*, 10/04/2019, [url](#)

peut entraîner des exagérations ou des sous-estimations. L'ACLED précise que les chiffres doivent être considérés comme des chiffres « tels que rapportés » et que les chiffres dans sa base de données sont des estimations¹²². Plus d'informations sur la manière dont l'ACLED procède pour recenser les nombre de morts peuvent être trouvées dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED¹²³.



Victimes recensées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest entre octobre 2019 et septembre 2020
Graphique réalisé par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹²⁴

5.2. Civils

Les civils continuent d'être pris dans des tirs croisés entre les forces de sécurité et les groupes armés. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) indique, dans un rapport du 27 juillet 2020, que les exécutions sommaires de civils par les militaires et les groupes armés sont en augmentation¹²⁵. Pour la période allant de janvier à juillet 2020, HRW estime que quelque 285 civils ont été tués au cours d'environ 190 incidents violents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest¹²⁶.

La responsabilité des attaques contre les civils est tantôt imputée aux groupes séparatistes tantôt aux forces gouvernementales. Les séparatistes affirment que les militaires organisent des attaques contre des civils, qu'ils attribuent aux séparatistes dans le but de leur donner une mauvaise réputation. De l'autre côté, l'armée prétend que les groupes séparatistes s'en prennent aux civils parce que leur force d'attaque a été fortement réduite par les actions des troupes gouvernementales¹²⁷.

Dans un article paru sur RFI le 2 mars 2020, Ilaria Allegrozzi, chercheuse pour HRW, constate que les deux parties commettent des violences contre les civils. Toutefois, la chercheuse considère que « [t]he gravity, the scale of the abuses that we have documented coming from the security forces are more significant than the abuse that is perpetrated by the armed separatists »¹²⁸.

Au cours d'un entretien téléphonique le 7 septembre 2020, un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a expliqué que l'Etat déploie davantage les militaires sur le terrain et de moins en moins les policiers et les gendarmes. Or, les militaires disposent d'un armement supérieur aux gendarmes et policiers et ne sont pas formés au maintien de la paix. Par conséquent, ils ne sont pas en mesure de protéger les populations civiles quand ils pourchassent les groupes armés. D'après cette source, le déploiement massif des militaires a une incidence sur la hausse des violences constatées sur le terrain et des victimes civiles¹²⁹.

¹²² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, p.31, [url](#)

¹²³ CGVS/CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹²⁴ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, [url](#)

¹²⁵ OCHA, 24/07/2020, [url](#)

¹²⁶ HRW, 27/07/2020, [url](#)

¹²⁷ VOA, 16/08/2020, [url](#) ; RSF, 30/06/2020, [url](#) ; HRW, 14/08/2020, [url](#)

¹²⁸ RFI, 02/03/2020, [url](#)

¹²⁹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

En août 2020, HRW a dénoncé l'impunité des séparatistes qui continuent de commettre de graves violations des droits humains dans les régions anglophones et a exprimé la nécessité d'imposer des sanctions ciblées aux dirigeants séparatistes responsables de ces abus¹³⁰.

Parmi les civils, certaines catégories détaillées ci-après peuvent être identifiées comme particulièrement à risque.

5.2.1. Personnel de santé

Selon un document de HRW daté du 27 juillet 2020, des hôpitaux et du personnel de santé ont subi des attaques initiées tant par les forces de sécurité que par les séparatistes armés¹³¹.

Par exemple, le CHRDA a rapporté la mort de l'infirmier Stanley Simo, le 2 mai 2020, tué par les forces gouvernementales à Kumbo (Nord-Ouest)¹³². Le 10 juin 2020, les forces de sécurité dont des éléments du BIR ont tiré une grenade dans la cour d'un hôpital du district de Bali après une confrontation avec les séparatistes, causant la mort d'un patient et en blessant cinq autres dont le directeur de l'établissement. Le 30 juin 2020, les forces camerounaises ont saccagé un centre de santé dans le Nord-Ouest. Le 6 juillet 2020, les forces de sécurité ont procédé à l'arrestation arbitraire de sept membres du personnel d'un établissement de santé dans la région du Sud-Ouest¹³³.

5.2.2. Travailleurs humanitaires

Le 5 juin 2020, la Coordinatrice humanitaire des Nations unies au Cameroun, Allegra Baiocchi, a dénoncé « l'intensification du harcèlement, des attaques, des enlèvements et extorsions dont sont victimes les travailleurs humanitaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun »¹³⁴. Selon le communiqué de l'ONU, les enlèvements et incidents dont sont victimes les travailleurs humanitaires ont une finalité financière puisqu'ils aboutissent dans la plupart des cas à un vol ou une demande de rançon¹³⁵. L'ONU a constaté que les barrages routiers illégaux imposés par les groupes armés se sont multipliés sur les axes d'approvisionnement. Cette hausse de l'insécurité visant le secteur humanitaire a réduit l'acheminement de l'aide sur le terrain¹³⁶.

Un responsable de l'ONG Authentique Memorial Empowerment Foundation (AMEF) a expliqué à RFI les difficultés des travailleurs humanitaires et leurs craintes d'être perçus comme des espions de l'autre camp :

« We are afraid that the [government] administration thinks that we are bringing assistance to non-state actors [separatists] instead of the community. At the same time, the non-state actors feel we are taking assistance from the administration and bringing it to 'their' community »¹³⁷.

Ainsi par exemple, AI a rapporté l'arrestation d'un travailleur humanitaire par des éléments du BIR. L'homme, amené au poste de police, a été retrouvé mort sur une route le 2 janvier 2020¹³⁸. Le cas de Felix Mba, agent de santé communautaire travaillant pour Médecins sans frontières (MSF) dans la ville de Kumba (Sud-Ouest), tué début juillet 2020 par des sécessionnistes armés parce qu'ils le soupçonnaient de collaborer avec l'armée, a été rapporté par différents médias¹³⁹. De même,

¹³⁰ HRW, 14/08/2020, [url](#)

¹³¹ HRW, 27/07/2020, [url](#)

¹³² CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹³³ HRW, 27/07/2020, [url](#)

¹³⁴ UN News, 05/06/2020, [url](#)

¹³⁵ UN News, 05/06/2020, [url](#)

¹³⁶ UN News, 05/06/2020, [url](#)

¹³⁷ RFI, 02/03/2020, [url](#)

¹³⁸ AI, 06/02/2020, [url](#)

¹³⁹ HRW, 27/07/2020, [url](#) ; Cameroon-info, 12/07/2020, [url](#) ; RTBF, 10/08/2020, [url](#)

Christopher Tandjo, employé de l'ONG Community Initiative for Sustainable Development (COMINSUD) a été enlevé à Batibo (Nord-Ouest) puis tué par des combattants séparatistes¹⁴⁰.

5.2.3. Enseignants et élèves

Depuis 2017, le système éducatif est fortement mis à mal dans les régions anglophones. Les séparatistes exigent un boycott des écoles dans le but de contester les injustices qu'ils estiment que les anglophones subissent dans le système éducatif. Les groupes séparatistes ont à de nombreuses reprises saccagé et incendié des écoles. Ils ont pris pour cible des élèves et des directeurs d'établissement qui ne respectaient pas leur injonction de fermer les écoles, en enlevant, mutilant et tuant un nombre important d'entre eux. Certaines écoles ont servi de bases aux séparatistes¹⁴¹.

Un rapport de l'IFRI consacré à l'impact du conflit anglophone sur l'éducation signale :

« Alors que la majorité des attaques contre les civils et les incendies de villages est attribuée par tous les observateurs aux forces gouvernementales, les attaques contre les écoles en particulier sont le fait des groupes armés ambazoniens, qui ont décrété un boycott du système éducatif dans le cadre de leur lutte contre le gouvernement et ses institutions »¹⁴².

Cette note de l'IFRI datée de juin 2020 reprend également des chiffres transmis en janvier 2020 par un membre du personnel de l'Éducation nationale dans la région Nord-Ouest, constatant « 82 attaques contre des enseignants, 278 incidents violents contre les élèves (enlèvements, coups et blessures, etc.), 120 vols et destructions contre des écoles, 35 occupations d'écoles par des groupes armés et 210 cas d'attaques contre des écoles »¹⁴³.

Un article paru le 7 septembre 2020 dans le journal en ligne Cameroon-info.net donne néanmoins les informations suivantes s'agissant des attaques perpétrées sur les établissements scolaires par les forces gouvernementales :

« À la violence des groupes armés ambazoniens qui imposent le boycott des écoles répond la violence des forces de sécurité. Tout d'abord, les forces armées occupent des écoles [...]. Elles font du porte-à-porte pour forcer élèves et enseignants à se rendre à l'école lors de la rentrée scolaire ; elles s'en prennent aux jeunes anglophones qu'elles soupçonnent être des Ambaboyes (c'est-à-dire des enfants soldats des groupes armés) ; et elles attaquent des écoles de fortune. En effet, dans certaines communautés, les parents ne pouvant se permettre d'envoyer leurs enfants dans d'autres régions, ont commencé à organiser discrètement des écoles communautaires, largement soutenues par le clergé »¹⁴⁴.

5.2.4. Journalistes

Dans un communiqué du 30 juin 2020, RSF a tenu les propos suivants s'agissant de la situation des journalistes qui couvrent la crise anglophone :

« Détenus au secret, régulièrement associés à des terroristes, jugés devant des tribunaux d'exception, les journalistes camerounais, notamment celles et ceux qui traitent du conflit anglophone, se trouvent dans une situation extrêmement préoccupante. Aucun pays de la région n'est allé aussi loin dans la répression de la liberté d'informer ces dernières années »¹⁴⁵.

¹⁴⁰ BBC, 10/08/2020, [url](#)

¹⁴¹ HRW, 27/07/2020, [url](#)

¹⁴² IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

¹⁴³ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

¹⁴⁴ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

¹⁴⁵ RSF, 30/06/2020, [url](#)

Le CHRDA a ajouté que les journalistes subissent des attaques des militaires et sont accusés de partager l'idéologie séparatiste¹⁴⁶.

Le journaliste anglophone Samuel Wazizi a été arrêté le 2 août 2019 au motif de soupçons de collaboration avec les séparatistes. Selon les autorités, il est décédé en détention des suites d'une maladie quinze jours après son arrestation mais des blessures présentes sur son corps font douter de cette version officielle. Sa famille n'a été mise au courant de son décès qu'en juin 2020, soit plusieurs mois après. D'après RSF, ce sont ses prises de position critiques par rapport à la gestion de la crise anglophone par les autorités qui lui ont valu son arrestation¹⁴⁷.

Le 15 mai 2020, un journaliste anglophone nommé Kingsley Njoka a subi une arrestation arbitraire et a été détenu au secret pendant plusieurs semaines. Il a été officiellement placé en détention le 12 juin 2020, accusé de sécession et complicité de bande armée. Selon RSF, « son arrestation est liée à ses prises de positions critiques contre la façon dont les autorités gèrent la crise » ainsi qu'à son appartenance à « des groupes de discussion sur la crise anglophone sur les réseaux sociaux »¹⁴⁸.

5.3. Forces de sécurité

Au cours de la période concernée par ce document, les séparatistes armés ont continué d'attaquer des forces de sécurité, en particulier des gendarmes et des policiers. À titre d'exemple, le 19 septembre 2020, un convoi de police a été pris en embuscade par des séparatistes dans la ville de Bamenda. Un policier a perdu la vie dans l'attaque tandis que deux autres ont été blessés¹⁴⁹.

Le Cedoca n'a pas trouvé d'informations sur le nombre de victimes parmi les forces gouvernementales durant la période concernée par cette recherche.

5.4. Séparatistes

Les affrontements des séparatistes avec les forces gouvernementales ont continué à faire des victimes parmi les combattants. Par exemple, à la mi-juin 2020, quatre séparatistes anglophones ont été tués et d'autres ont été blessés lors de heurts dans le village de Mbokam (Nord-Ouest)¹⁵⁰.

Le Cedoca ne dispose pas de données permettant d'évaluer le nombre de combattants tués au cours de la période traitée dans ce rapport.

5.5. Mbororos

Souvent soupçonnée de collaborer avec les forces gouvernementales, la communauté Mbororo est victime d'exactions de la part des séparatistes (voir point 4.2.3.). Selon l'ONG Justice and Dignity Campaign, une organisation de défense des droits des Mbororos, le clan des Mbororos compte 80.000 personnes, dont 11.755 ont quitté la région Nord-Ouest où ils vivent à cause des violences. L'ONG susmentionnée a recensé au moins 250 victimes peules, 475 habitations incendiées et 2.600 têtes de bétail tuées depuis le début de la crise en 2016¹⁵¹.

¹⁴⁶ CHRDA, 31/08/2020, [url](#)

¹⁴⁷ RSF, 30/06/2020, [url](#) ; Le Monde, 05/06/2020, [url](#)

¹⁴⁸ RSF, 30/06/2020, [url](#)

¹⁴⁹ AA, 20/09/2020, [url](#)

¹⁵⁰ AA, 14/06/2020, [url](#)

¹⁵¹ Jeune Afrique (Foute F.), 19/07/2020, [url](#)

6. Répartition géographique

À l'occasion d'un entretien téléphonique le 7 septembre 2020, un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a relevé les zones les plus touchées par le conflit au sein des deux régions anglophones. D'après ses propos, dans la région du Nord-Ouest, c'est Bamenda, Bui, Boyo, Nkambe, Bafut, Bali, Batibo et Pinyin. Dans le Sud-Ouest, Lebialem, Mamfé, Kumba, Muyuka et parfois Buea et Tiko sont les localités où sont observées les plus fortes violences. Il ajoute que Limbe est la zone la moins touchée. Le département abrite les installations de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) ainsi qu'une base militaire du BIR, ce qui explique la présence renforcée des militaires dans la région¹⁵².

L'expert susmentionné a également constaté une évolution du conflit vers les zones urbaines. En 2019, Buea et Bamenda, chefs-lieux des régions, étaient plus ou moins épargnés, ce qui n'est plus le cas en 2020. L'insécurité est palpable en plein centre-ville, dans les avenues commerçantes. Les groupes armés ont pu infiltrer les villes où ils affrontent les troupes gouvernementales¹⁵³. Ces propos sont illustrés notamment par les violences observées le 1^{er} septembre 2020 à Bamenda où des présumés séparatistes armés ont attaqué des policiers en patrouille, en ville et en plein jour, causant la mort d'un policier et l'enlèvement d'un autre. D'après le témoignage de Ayeah Chongsi, directeur de l'ONG Center for Human Rights and Peace Advocacy (CHRAPA) à RFI : « Très peu de temps après, les forces de l'ordre se sont déchaînées dans plusieurs endroits de la ville comme le marché, et ont tiré sur la foule sans distinction »¹⁵⁴.

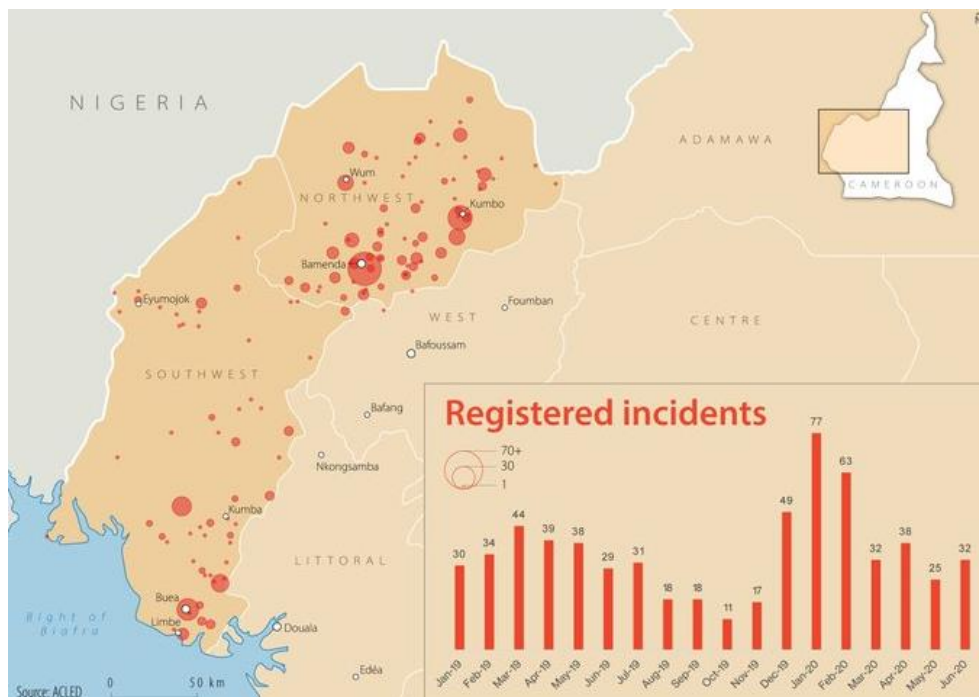
Les violences sont contenues dans les régions anglophones. Les attaques par engins explosifs, enregistrées en mars 2020 à Galim et à Yaoundé en juin et juillet 2020, sont des événements isolés. Les instigateurs de ces événements n'ont pas pu être formellement identifiés comme des séparatistes, selon l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme contacté par le Cedoca¹⁵⁵.

¹⁵² Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

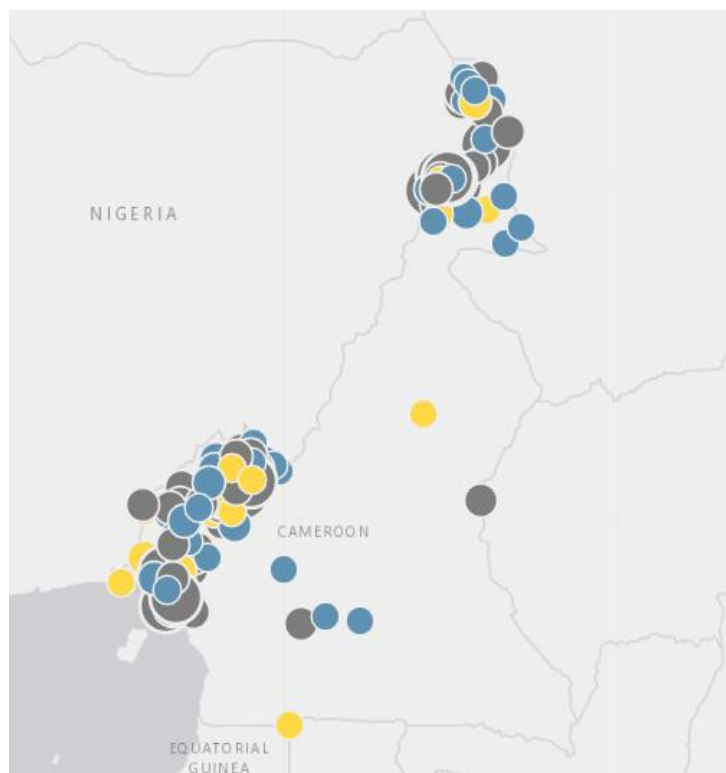
¹⁵³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁵⁴ RFI, 04/09/2020, [url](#)

¹⁵⁵ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020



Violences dans les régions anglophones entre janvier 2019 et juin 2020¹⁵⁶



Localisation des incidents survenus au Cameroun entre octobre 2019 à septembre 2020
Carte réalisée par le Cedoca à partir des données de l'ACLED¹⁵⁷

¹⁵⁶ Signal Risk, 07/07/2020, [url](#)

¹⁵⁷ ACLED, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, [url](#)

7. Déplacements de population

En juin 2020, sur les cinq millions d'habitants que comptent environ le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, l'OCHA estime que 679.000 personnes originaires des deux régions anglophones sont déplacées à l'intérieur du pays¹⁵⁸.

7.1. Déplacés dans les régions anglophones

D'après l'OCHA, plus de 15.780 personnes se sont déplacées dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au cours du seul mois de juin 2020 en raison de la violence persistante, ce qui correspond à quelque 2.625 ménages déplacés¹⁵⁹. Le nombre total des déplacés anglophones restés dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est évalué à 450.000 personnes¹⁶⁰.

7.2. Déplacés dans les régions francophones

De nombreux déplacés gagnent la zone francophone, notamment la ville de Douala, mais leur nombre n'est pas connu parce qu'ils n'y sont pas enregistrés¹⁶¹. Un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme a expliqué au Cedoca le 7 septembre 2020 qu'il n'existe pas de système étatique connu et fiable pour identifier et dénombrer les déplacés. Ces derniers vont dans les familles, chez des connaissances¹⁶².

Le Cedoca a demandé à plusieurs observateurs si un mouvement de retour des déplacés vers leurs régions d'origine était constaté. À cet égard, Michel Togué, avocat et défenseur des droits de l'homme, a répondu :

« Des propagandes sont de plus en plus distillées sur des médias indiquant la reconstruction des zones affectées. Un important budget a d'ailleurs germé des commissions. Toutefois, je n'ai pas la conviction que les populations rentrent dans les zones abandonnées. On dira plutôt que le problème de sécurité reste le handicap qui empêche ces populations apeurés de rentrer à la maison [sic] ».

De même, d'après l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme cité plus haut, il n'y a pas encore de mouvement de retour des déplacés vers la zone anglophone. Les anglophones qui ont pu se réfugier en zone francophone y restent¹⁶³.

7.2.1. Situation sécuritaire

The Africa Report a publié le 20 avril 2020 un article consacré à la situation des déplacés anglophones dans la ville de Douala. D'après les témoignages recueillis, la majorité des anglophones réfugiés s'estiment en sécurité à Douala¹⁶⁴.

Attitude des autorités à l'égard des déplacés anglophones

Selon l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme susmentionné, les anglophones ont un sentiment d'insécurité plus important en 2020 qu'en 2019 en raison des rafles. En 2019, de petites manœuvres d'intimidation étaient observées avec des contrôles d'identité, la nécessité pour les chefs de quartier d'identifier les nouveaux arrivés et les personnes qui les hébergent. En 2020, les

¹⁵⁸ OCHA, 24/07/2020, [url](#) ; OCHA, 22/09/2020, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁵⁹ OCHA, 24/07/2020, [url](#) ; OCHA, 22/09/2020, [url](#)

¹⁶⁰ OCHA, 06/2020, [url](#)

¹⁶¹ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#) ; Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁶² Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁶³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁶⁴ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#)

rafles ont été plus nombreuses, ce qui, pour cette source, est une manifestation plus ouverte et physique de la menace qui plane. L'expert ajoute que les rafles se produisent au Cameroun même en temps de paix, comme une manifestation du maintien de l'ordre. La crise est cependant venue aggraver cela. D'après cette source, ce sont de plus en plus les quartiers anglophones qui sont visés, parfois sans raison. Parfois les forces de l'ordre font sortir tout le monde dans la cour pendant deux ou trois heures, puis elles contrôlent les documents d'identité. Les personnes qui ont perdu leur carte ou dont la carte est périmée sont emmenées au commissariat où elles peuvent passer la nuit, sans motif. Selon notre interlocuteur, le message véhiculé est que tous les anglophones sont suspects et qu'ils ont été traités de cette manière parce qu'ils sont anglophones. En dehors des rafles explicitées ci-avant, les autorités ne discriminent pas davantage les populations anglophones que le reste de la population. Selon cette source, l'Etat du Cameroun est totalement défaillant et pas un seul service à la population ne fonctionne. La discrimination ne peut donc pas se manifester plus envers un anglophone qu'un francophone. Tous critiquent l'Etat de la même manière¹⁶⁵.

Une ONG de défense des droits humains va dans le même sens dans un courrier électronique adressé au Cedoca le 21 juillet 2020 :

« Les rafles ciblées dans des quartiers majoritairement peuplés d'anglophones ont été signalées à Yaoundé (Etoug Ebe, Obili) et à Douala (Mabanda,...). Des anglophones déplacés internes qui ont perdu leurs pièces d'identité ou qui [en] ont le bout coupé par les séparatistes (parce que ce bout contient les trois couleurs de drapeau camerounais) sont souvent arrêtés et détenus quelques heures ou jours dans les commissariats, postes de gendarmerie, check points et autres »¹⁶⁶.

Un article paru le 7 juillet 2020 dans le Journal du Cameroun indique que les autorités de la région du Centre ont annoncé un renforcement des opérations de rafles, des contrôles d'identité et des fouilles pour « traquer les malfaiteurs », notamment à la suite de l'explosion d'une bombe artisanale à Yaoundé en juin 2020¹⁶⁷.

Dans un courrier électronique du 22 juillet 2020, l'avocat et défenseur des droits de l'homme Michel Togué signale quant à lui : « Je n'ai pas connaissance d'abus de quelques autorités orientées vers les populations réfugiées »¹⁶⁸.

C'est également l'avis de Maxime Bissay, président de la MDHC et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), qui écrit dans un courrier électronique du 21 juillet 2020 : « Il ne nous est jamais revenu que les autorités aient eu des comportements discriminatoires vis-à-vis des déplacés »¹⁶⁹.

Attitude des francophones à l'égard des déplacés anglophones

Plusieurs observateurs contactés par le Cedoca ont indiqué que les anglophones ne font pas l'objet de discriminations de la part des populations francophones.

Ainsi, l'avocat Michel Togué affirme dans un courrier électronique daté du 22 juillet 2020 : « Ils ne sont pas discriminés par la population francophone. Certaines de ses populations francophones sont bien constituées en famille d'accueil [sic] »¹⁷⁰.

Dans un courrier électronique du 21 juillet 2020, une ONG de défense des droits humains répond de la façon suivante à la question du Cedoca de savoir s'il existe des discriminations des réfugiés

¹⁶⁵ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁶⁶ ONG de défense des droits humains, courrier électronique, 21/07/2020

¹⁶⁷ Journal du Cameroun, 07/07/2020, [url](#)

¹⁶⁸ Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020

¹⁶⁹ Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courrier électronique, 21/07/2020

¹⁷⁰ Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020

anglophones par les francophones : « Pas du tout. Il y a de temps en temps des petites tensions surtout dans de petites localités, dues aux soupçons de prostitution, au maraudage et aux soupçons de vols »¹⁷¹.

Maxime Bissay, président de la MDHC et coordinateur de l'ACAT-Cameroun, signale:

« Je n'ai pas le sentiment que les déplacés anglophones font l'objet de discriminations. Il pourrait être enregistré des cas isolés. Mais dans l'ensemble et sur le plan social, il n'existe pas de discrimination dans les rapports entre francophones et anglophones. Généralement, les propos ou comportements discriminatoires, au Cameroun, naissent des prises de positions politiques suivant que l'on soit d'un bord politique ou d'un autre (être du parti au pouvoir ou de l'opposition) »¹⁷².

D'après les propos de l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, les intellectuels francophones manifestent de plus en plus leur compréhension des revendications des anglophones et soutiennent leurs doléances, même publiquement. Cela a pour conséquence qu'en 2020, par rapport aux années précédentes, une plus large frange de la population francophone comprend les revendications anglophones. D'après cette source, il n'y a pas de discriminations exercées par les francophones sur les déplacés internes, lesquels se méfient davantage des structures étatiques que des populations¹⁷³.

Ces indications sont néanmoins contredites par le témoignage suivant, recueilli au mois d'avril 2020 par The Africa Report auprès d'une personne déplacée dans la ville de Doula : « I want to go back to the North-West because here, you have little money, and when you go to the market, people insult you, they know that you speak English »¹⁷⁴. L'article explique encore que sur les marchés de Douala, les prix des denrées sont augmentés lorsque les vendeurs reconnaissent des anglophones, qu'ils surnomment « Angloldiots » ou « Ambazonias »¹⁷⁵.

Attitude des séparatistes dans la zone francophone

Le Cedoca a contacté plusieurs interlocuteurs dans le but de savoir si les combattants séparatistes menaient des actions sporadiques dans la zone francophone.

D'après les informations recueillies auprès d'un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme contacté par téléphone le 7 septembre 2020, un ou deux incidents seulement ont été recensés. Il ajoute que les faits étaient assez flous et que leurs auteurs n'ont jamais pu être formellement identifiés comme des séparatistes. L'opinion a pour sa part cru qu'il s'agissait d'actions provocatrices des forces de l'ordre pour justifier l'utilisation de la force en zone anglophone. Selon l'avis de cet interlocuteur, les séparatistes anglophones sont dans une posture de défense de ce qu'ils considèrent être leur territoire et non dans une posture d'attaque. En suivant cette logique, mener des attaques dans la zone francophone ne serait pas cohérent¹⁷⁶.

Un article publié le 9 août 2019 dans le journal Le Monde va dans le même sens, rendant compte de témoignages de combattants anglophones rencontrés par la journaliste Josiane Kouagheu dans la région de l'Ouest où ils étaient venus se reposer. Ces jeunes combattants ont affirmé ne pas attaquer « les francophones innocents ». Ils prétendent n'être actifs que dans les régions anglophones et que

¹⁷¹ ONG de défense des droits humains, courrier électronique, 21/07/2020

¹⁷² Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courrier électronique, 21/07/2020

¹⁷³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁷⁴ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#)

¹⁷⁵ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#)

¹⁷⁶ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

« [c]e sont les 'fake ambas' [faux séparatistes] » qui sont responsables des agressions qui ont lieu dans la région de l'Ouest. Ils précisent n'attaquer « ailleurs que lorsque notre peuple est menacé »¹⁷⁷.

Une ONG de défense des droits humains déclare, dans son courrier électronique du 21 juillet 2020, ne pas avoir d'informations indiquant que les séparatistes attaquent les déplacés anglophones dans les régions francophones. Il ajoute : « Par contre, ceux d'entre eux [parmi les anglophones] qui travaillent et gagnent bien leur vie sont souvent harcelés au téléphone par des séparatistes leur réclamant des fonds comme 'effort de guerre' »¹⁷⁸.

Michel Togué a indiqué dans un courrier électronique du 22 juillet 2020 que : « Généralement, les personnes ciblées par les séparatistes, sont souvent des personnes anglophones qui occupent des hautes fonctions dans la République. Ils reprochent à leurs 'frères', la trahison de leur 'patrie' [sic] »¹⁷⁹.

Maxime Bissay, président de la MDHC et coordinateur de ACAT-Cameroun, a tenu les propos suivants :

« Les opérations des séparatistes sont circonscrites dans la zone anglophone (Nord-ouest et Sud-ouest). Donc, il est difficile de parler des attaques des séparatistes sur les anglophones déplacés en zone francophone. Toutefois, les anglophones établis en zone francophone avant même la crise font régulièrement l'objet des attaques des séparatistes qui détruisent sans aucune forme l'ensemble des biens de ces derniers (maisons incendiées, plantations détruites, familles menacées, enlèvement avec demande de rançon, etc.) [sic] »¹⁸⁰.

Dans un échange via la messagerie en ligne WhatsApp le 5 octobre 2020, cette même source précise que les représailles dont peuvent faire l'objet les anglophones établis en région francophone sont opérées par les séparatistes sur leurs proches restés dans la zone anglophone¹⁸¹. Le Cedoca n'a pas trouvé d'informations permettant d'évaluer l'ampleur ou la fréquence de tels faits.

7.2.2. Situation humanitaire

A la question de savoir si une détérioration de la situation des déplacés dans la zone francophone a été observée depuis la fin de l'année 2019, une ONG de défense des droits humains a donné la réponse suivante dans un courrier électronique envoyé au Cedoca le 21 juillet 2020 :

« Je répondrai par l'affirmative. En effet, les déplacés internes de la crise anglophone vivent une situation de plus en plus difficile. Plusieurs enfants qui accompagnent leurs parents déplacés internes n'ont pas accès à l'éducation. Ceux âgés entre 15 ans et plus se sont pour la plupart convertis aux petits métiers (maçonnerie, petit commerce, moto taxi, creuseurs de fosses, etc.). Ces déplacés internes vivent de plusieurs apports : appuis de quelques membres de la diaspora, solidarité des communautés d'accueil, appuis des OSC locales en élan de solidarité, battues pour collecter des escargots en divagation, récolte des légumes sauvages (Eru et Water leaf), prostitution et maraudage. Aucune politique publique d'accès au logement n'est prévue pour les déplacés internes. En ville, ils se réfugient chez des parents, des personnes originaires de la même aire géographique et culturelle, des bienfaiteurs d'horizons divers. Dans certains cas, ils louent des maisons de fortune surpeuplées où de nouveaux occupants affluent chaque semaine. Dans certains villages voisins, ils sont accueillis par des villageois qui partagent leurs cases avec eux, ou leurs donnent la possibilité d'occuper des maisons construites par des personnes vivant en ville. Des cas

¹⁷⁷ Le Monde (Kouagheu J.), 09/08/2019, [url](#)

¹⁷⁸ ONG de défense des droits humains, courrier électronique, 21/07/2020

¹⁷⁹ Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020

¹⁸⁰ Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courrier électronique, 21/07/2020

¹⁸¹ Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), messagerie WhatsApp, 05/10/2020

pareils existent à Bafou pour des personnes parties de Mmockbie et à Mbouda et ses environs, pour des personnes parties de Santa, Bamenda et environs »¹⁸².

D'après l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, les déplacés sont accueillis par trois catégories de personnes. La plus importante catégorie est constituée des anglophones qui se sont établis en zone francophone avant la crise. Le plus souvent, les personnes déplacées sont hébergées par des membres de la famille ou des connaissances même lointaines, établis en zone francophone. Certains ménages sont de ce fait surpeuplés. Ensuite, les églises et les chefs traditionnels constituent la deuxième catégorie. Enfin, des francophones donnent bénévolement la possibilité aux déplacés de suivre des formations, comme la coiffure par exemple. À côté de cela, il existe deux centres d'accueil dans des départements proches de la frontière anglophone. Certains déplacés ne trouvent pas de solution d'hébergement et vivent dans la rue¹⁸³.

La précarité dans laquelle vivent les anglophones déplacés dans la zone francophone est importante. Souvent, ils n'ont emporté que ce qu'ils avaient sur eux au moment de la fuite et ils disposent de très peu d'argent. Ils sont contraints de chercher des petits boulots pour survivre : nettoyage de vêtements, ramassage de bouteilles, etc.¹⁸⁴. Dans son courrier électronique du 22 juillet 2020, Michel Togué explique au sujet de la façon dont les déplacés subviennent à leurs besoins : « C'est un véritable casse-tête pour ses populations déracinées de leur zone. Beaucoup d'entre eux se contentent des petits métiers tels vigiles, chauffeur de taxi, domestiques dans les maisons [sic] »¹⁸⁵. L'expert contacté par le Cedoca dont il est question plus haut affirme également que la prostitution des femmes et le prosélytisme des jeunes mineurs prennent de l'ampleur¹⁸⁶.

Selon The Africa Report, de nombreux déplacés anglophones connaissent des traumatismes psychologiques importants qui ne s'estompent pas malgré l'éloignement du conflit¹⁸⁷.

¹⁸² ONG de défense des droits humains, courrier électronique, 21/07/2020

¹⁸³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

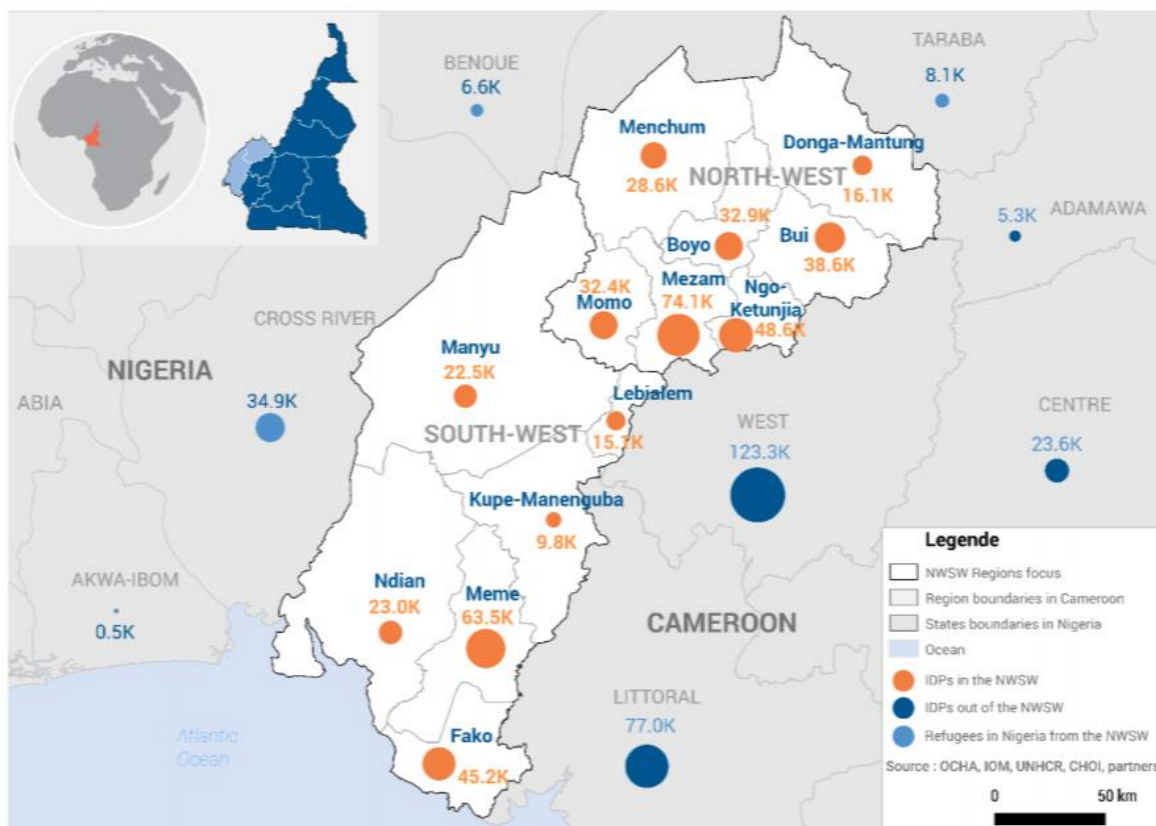
¹⁸⁴ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#)

¹⁸⁵ Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020

¹⁸⁶ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

¹⁸⁷ The Africa Report, 20/04/2020, [url](#)

7.3. Visualisation sur carte



Personnes déplacées et réfugiées provenant des régions anglophones¹⁸⁸

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

Les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continuent de subir les graves conséquences humanitaires de la crise sociopolitique qui sévit depuis 2016.

Les résultats d'une enquête initiée par l'OCHA sur les violences basées sur le genre (VBG) ont montré en juin 2020 une tendance à la hausse des VBG dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest et ont conclu qu'il existe des risques élevés de violence domestique, de grossesses non désirées, d'abus sexuels sur enfants et de prostitution à des fins de survie et ce, dans le contexte de la pandémie de Covid-19¹⁸⁹.

D'après le rapport 2020 de l'IFRI,

« À cause du nombre élevé de décès, de nombreuses filles se trouvent forcées à prendre en charge les plus jeunes membres de la fratrie. Elles sont victimes d'agressions sexuelles de la part tant des forces armées que des groupes armés, et certaines d'entre elles ont rejoint les groupes armés en réaction à des viols et à l'assassinat de membres de leur famille par les militaires »¹⁹⁰.

¹⁸⁸ OCHA, 24/07/2020, [url](#)

¹⁸⁹ OCHA, 24/07/2020, [url](#)

¹⁹⁰ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

8.1. Santé

Selon MSF, plus de deux millions de personnes requièrent une assistance humanitaire en raison des conséquences physiques et psychologiques du conflit. Pourtant, l'accès aux soins est réduit. L'ambulance de MSF est par exemple la seule à pouvoir circuler pendant les opérations de *lockdown*. Un communiqué de MSF du 1^{er} septembre 2020 indique :

« A cause des violences et des restrictions de mouvement, la majorité des centres de santé ont été désertés ou ne sont plus en mesure de fonctionner normalement. [...] L'aide humanitaire est réduite du fait de l'insécurité et les populations se sont rapidement retrouvées dans une situation sanitaire critique. Les communautés déplacées, en, particulier, ont peu, voire pas, accès aux soins et vivent dans des conditions alarmantes»¹⁹¹.

Dans le Nord-Ouest, MSF est une des seules organisations présentes sur le terrain pour apporter des soins à la population. Le coordinateur du projet MSF dans la région du Nord-Ouest témoigne de la difficulté du travail :

« Dans une zone marquée par des attaques régulières contre les humanitaires, cet engagement est difficile, mais la population sait que nous soignons nos patients de façon impartiale. Notre seul objectif est de répondre aux besoins de santé urgents »¹⁹².

De nombreuses femmes sont contraintes d'accoucher dans la brousse, faute de pouvoir accéder à un centre de santé¹⁹³.

L'Association pour le développement intégré et la solidarité interactive (ADISI-Cameroun), une organisation de défense des droits humains, a publié le 4 septembre 2020 une étude comptabilisant les cas psychologiques et psychiatriques enregistrés à Bamenda entre 2016 et 2020. Cette enquête fait le constat suivant :

« According to these health officials, the reoccurrence of killings, bomb explosions, kidnapping, rape, drug abuse, physical and psychological torture have left the population of the region emotionally drained. The coming of an uninvited guest, COVID-19, has worsened the situation. Unfortunately, the region is yet to get sufficient support units to tackle the rapid increase of these psycho-social cases »¹⁹⁴.

8.2. Éducation

Pour la quatrième année consécutive, la scolarité des élèves des régions anglophones est largement perturbée¹⁹⁵. D'après un rapport de juin 2020 publié par l'IFRI, plus de 90 % des établissements scolaires des régions anglophones sont fermés et quelque 850.000 enfants sont par conséquent déscolarisés. Selon les données de l'IFRI, dans l'enseignement secondaire, 20 % des établissements sont ouverts dans le Sud-Ouest et 10 % dans le Nord-Ouest. S'agissant des écoles du primaire, moins de 25 % des écoles du Sud-Ouest ont fonctionné au cours de l'année scolaire 2019-2020, contre seulement 2 % des écoles primaires du Nord-Ouest. D'après l'IFRI, le contraste entre les deux régions s'explique par le fait que la capitale du Sud-Ouest, Buea, est sous contrôle gouvernemental, le reste du territoire anglophone échappant entièrement au contrôle des autorités¹⁹⁶.

¹⁹¹ MSF, 01/09/2020, [url](#)

¹⁹² MSF, 01/09/2020, [url](#)

¹⁹³ RFI, 03/03/2020, [url](#)

¹⁹⁴ Data Cameroon, 04/09/2020, [url](#)

¹⁹⁵ ONU Info, 05/11/2019, [url](#)

¹⁹⁶ IFRI (Petrih C.), 06/2020, [url](#)

	Sud-Ouest	Nord-Ouest
Écoles primaires ouvertes	360 (25 %)	55 (1,72 %)
Écoles primaires fermées	1 427 (75 %)	3 137 (98 %)

 Situations des écoles primaires dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest en janvier 2020¹⁹⁷

Le rapport de l'IFRI indique encore que le boycott des écoles imposé par les séparatistes ne recueille pas le soutien populaire, raison pour laquelle les séparatistes usent de mesures violentes telles que des agressions physiques, des enlèvements avec demandes de rançons, des incendies de bâtiments scolaires pour parvenir à leurs fins¹⁹⁸.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, UNESCO), les raisons principales pour lesquelles les élèves ne se rendent pas à l'école sont les craintes pour la sécurité des enfants, l'absence d'établissement scolaire fonctionnel à distance raisonnable (le risque est considéré trop important si les enfants doivent marcher plus de trente minutes pour atteindre l'école), les frais de scolarité trop élevés dans les internats éloignés et l'utilisation des écoles comme bases pour les combattants des deux camps¹⁹⁹.

La note de l'IFRI susmentionnée indique encore que parmi les 855.000 enfants déscolarisés, 146.700 enfants sont déplacés dans les deux régions anglophones et 60.000 se trouvent dans d'autres régions du pays. La majorité des élèves déscolarisés n'ont pas les moyens de fuir vers des villes ou des régions plus sécurisées. « Pour eux, la violence et l'absence d'école se traduisent par une situation d'inactivité problématique et dangereuse »²⁰⁰. La déscolarisation fait des jeunes une population à risque. En effet, les jeunes déscolarisés tentent de gagner un peu d'argent en « rejoignant un groupe armé ou les forces armées ou en se livrant à des activités illégales (commerce transfrontalier) voire criminelles (enlèvements, vols, prostitution) »²⁰¹. En outre, selon les constats de Claude Francois Njiyap, spécialiste de la santé mentale à l'hôpital régional de Bamenda, de nombreux jeunes déscolarisés consomment des drogues dures pour faire face à l'isolement²⁰².

Quelques écoles de fortune ont été créées notamment avec l'aide de professeurs au chômage ou du clergé local. Leur but est tant d'alphabétiser les enfants que de les préserver du recrutement forcé et de l'errance. Ces initiatives ont vu le jour dans la plus grande discrétion pour éviter les représailles des séparatistes²⁰³. En effet, HRW a, à de nombreuses reprises, dénoncé des cas de kidnappings d'élèves ou d'enseignants sur le chemin de l'école ou au sein des établissements scolaires car ils n'avaient pas respecté le boycott des écoles imposé par les séparatistes²⁰⁴. Par exemple, en novembre 2019, un article du journal The Guardian mentionne le cas d'une professeure qui enseignait discrètement à sept élèves de son quartier à la demande de leurs parents et qui a été contrainte de mettre fin à cette activité et à quitter Bamenda après que les séparatistes l'ont découvert²⁰⁵.

¹⁹⁷ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

¹⁹⁸ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

¹⁹⁹ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

²⁰⁰ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

²⁰¹ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

²⁰² Data Cameroon, 04/09/2020, [url](#)

²⁰³ IFRI (Petrigh C.), 06/2020, [url](#)

²⁰⁴ Le Monde (Kouagheu J.), 08/08/2019, [url](#)

²⁰⁵ The Guardian, 03/09/2019, [url](#)

8.3. Sécurité alimentaire

Le conflit actuel et les mouvements de population qu'il engendre a un impact négatif important sur les moyens de subsistance des civils. De nombreuses terres agricoles ont été abandonnées et dans certaines localités où les habitants vivent essentiellement de l'agriculture, les récoltes ont été détruites. En outre, la restriction de la liberté de circulation et l'insécurité ont limité l'accès aux marchés et aux zones de production, tant pour les producteurs que pour les consommateurs²⁰⁶. En conséquence, la situation relative à la sécurité alimentaire est précaire et environ 245.000 personnes reçoivent de l'assistance alimentaire²⁰⁷.

8.4. Liberté de mouvement

8.4.1. Axes routiers

D'après les informations transmises le 7 septembre 2020 par un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, l'insécurité reste très présente sur les routes. Néanmoins, l'accès à la zone anglophone par la route depuis la zone francophone, et vice versa, est possible. Des véhicules de transport en commun circulent mais avec difficultés et des risques imprévisibles. Les gens se déplacent dans le cadre d'obligations familiales comme des décès par exemple, malgré les risques²⁰⁸.

Consulté par le Cedoca sur l'accès par la route à la zone anglophone depuis la zone francophone, Michel Togué a exprimé : « L'accès par les principales axes reste possible, mais en raison de la sécurité, ces axes sont moins utilisés. D'ailleurs, plusieurs anglophones préfèrent se faire enterrer en terre francophone quand ils viennent à décéder [sic] »²⁰⁹.

Maxime Bissay, président de la MDHC et coordinateur de l'ACAT-Cameroun, a exprimé des propos un peu différents :

« De plus en plus, les déplacements de la zone francophone vers la zone anglophone se font sans trop d'inquiétude. Les voyages se font dorénavant de jour comme de nuit malgré quelques attaques isolées. Nous sommes tentés de penser que les contraintes liées au Covid-19 pourraient expliquer cette 'trêve' »²¹⁰.

L'expert susmentionné a signalé au Cedoca que les barrages posés sur les routes tant par les séparatistes que par les forces gouvernementales sont présents de la même manière en 2020 qu'en 2019²¹¹. Selon HRW, les barrages routiers rendent l'acheminement de l'aide humanitaire difficile²¹². C'est également l'avis de l'expert contacté par le Cedoca qui affirme que les travailleurs humanitaires véhiculant des vivres sont tour à tour inquiétés par des troupes gouvernementales qui les accusent de donner de la nourriture aux séparatistes et par les groupes armés qui leur reprochent de transporter de l'aide qui provient de l'Etat, qui les rackettent et ne les laissent pas passer²¹³.

Les autorités prennent des mesures, parfois drastiques, en vue de la sécurisation des axes routiers. Ainsi par exemple, une opération de restauration de la sécurité a été menée par les forces gouvernementales sur l'axe Mbouda-Bamenda où sévissaient les séparatistes. Un article d'Actu

²⁰⁶ FAO, 27/05/2020, [url](#)

²⁰⁷ OCHA, 22/09/2020, [url](#)

²⁰⁸ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

²⁰⁹ Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020

²¹⁰ Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courrier électronique, 21/07/2020

²¹¹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

²¹² HRW, 27/07/2020, [url](#)

²¹³ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

Cameroun du 23 juillet 2020 indique que plusieurs villages de la zone ont été « nettoyés » par les forces de sécurité pour garantir la sécurité sur cet axe²¹⁴. De même, un article paru le 12 mars 2020 dans le Journal du Cameroun fait part de la situation dans le département de la Mezam où des bus de transport interurbain entrant et sortant de Bamenda ont subi plusieurs attaques des séparatistes. Pour assurer la sécurité, les autorités ont décidé d'escorter les bus depuis un point de rassemblement et à des heures précises jusqu'à la ville de Bamenda et de renforcer les contrôles aux points d'entrée de la ville²¹⁵.

Les barrages routiers formels et informels utilisés tant par les autorités que par les groupes armés ont rendu la circulation des personnes et des biens difficile et risquée²¹⁶.

8.4.2. Lockdowns

Pendant la période concernée par ce rapport, les blocus prolongés imposés par les séparatistes ont continué de perturber la vie quotidienne²¹⁷. Les séparatistes organisent des checkpoints pour faire respecter les mesures²¹⁸.

D'après l'expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme contacté par le Cedoca, le gouvernement a beaucoup investi pour casser le rythme des *lockdowns*. Les *lockdowns* pour les périodes prolongées sont moins respectés mais les opérations villes mortes observées les lundis continuent à être suivies. Selon cette source, à Buea et Limbe, les taxis circulent les lundis mais pour le reste, les consignes d'arrêt des activités sont respectées. L'expert note une incohérence dans l'attitude des autorités qui d'une part, encouragent les gens à ouvrir les commerces et d'autre part, évitent de programmer des activités le lundi sachant que cela ne sert à rien²¹⁹.

Au cours de la période concernée par cette recherche, plusieurs *lockdowns* prolongés ont été imposés par les séparatistes : par exemple, des *lockdowns* ont eu lieu entre le 6 et le 11 février 2020 pour empêcher la population de se rendre aux urnes le 9 février, date des élections législatives et municipales²²⁰, du 22 au 24 juin dans le Nord-Ouest et du 29 juin au 2 juillet dans le Sud-Ouest en opposition à une mission gouvernementale dans la région pour sensibiliser les populations sur le Plan présidentiel pour la reconstruction et le développement (PPRD) des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest²²¹.

8.4.3. Trafic aérien

En raison de la pandémie de Covid-19, le trafic aérien a été suspendu le 17 mars 2020²²². Moyennant un protocole sanitaire strict, certains vols ont été autorisés au mois de juin 2020 vers Yaoundé et Douala, notamment des vols de la compagnie Air France²²³. Pour la période du 8 juillet au 30 août 2020, la compagnie Brussels Airlines a obtenu l'autorisation des autorités camerounaises d'opérer des vols vers le Cameroun. Au départ de la Belgique, seuls ont été autorisés à embarquer les ressortissants camerounais et les étrangers résidents au Cameroun²²⁴. Les informations mises à jour le 6 octobre

²¹⁴ Actu Cameroun, 23/07/2020, [url](#)

²¹⁵ Journal du Cameroun, 12/03/2020, [url](#)

²¹⁶ UNICEF, 30/06/2020, [url](#) ; DW, 24/06/2020, [url](#)

²¹⁷ HRW, 27/07/2020, [url](#)

²¹⁸ ACAPS, 21/01/2020, [url](#) ; RFI, 05/09/2020, [url](#)

²¹⁹ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

²²⁰ ACAPS, 21/01/2020, [url](#)

²²¹ OCHA, 24/07/2020, [url](#)

²²² Agence Ecofin, 03/07/2020, [url](#)

²²³ TV5 Monde, 16/06/2020, [url](#) ; Cameroon Tribune, 16/06/2020, [url](#)

²²⁴ Cameroon-info, 03/07/2020, [url](#)

2020 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français indiquent que l'espace aérien camerounais est ouvert aux vols commerciaux²²⁵.

8.5. Activités économiques

L'impact économique du conflit est considérable. À l'échelle du pays, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest concentrent d'importantes régions agricoles et pétrolières. En 2017, les régions anglophones représentaient 20 % de la production agricole du pays et une part importante des filières dédiées à l'exportation (cacao, café arabica, huile de palme, féculents)²²⁶. Selon les informations recueillies auprès d'un expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, les activités des entreprises de la région anglophone ne reprennent pas. La Cameroon Development Corporation (CDC), la plus grande entreprise agro-industrielle du Cameroun, deuxième employeur du pays après l'État, n'a pas lancé de programme de reprise des activités et des plantations entières sont abandonnées. D'après cette source, les populations, craignant les attaques des sécessionnistes, se focalisent sur les produits pour se nourrir eux-mêmes et ne vont pas travailler dans les cultures qui sont destinées à l'exportation²²⁷.

En outre, toujours selon cette source, les marchés sont ouverts mais subissent des interventions intempestives au cours desquelles des combattants séparatistes et des patrouilles de l'armée ouvrent le feu, causant des victimes parmi les civils. Par ailleurs, les motos taxis sont régulièrement visées par des tirs de l'armée car c'est le moyen de transport privilégié des séparatistes²²⁸.

A titre d'exemple, un article de RFI daté du 5 septembre 2020 explique que les commerces de Bamenda ont dû suspendre leurs activités pendant plusieurs jours après que de violents échanges de tirs ont eu lieu dans plusieurs quartiers de la ville entre les séparatistes et l'armée²²⁹.

²²⁵ Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, 06/10/2020, [url](#)

²²⁶ GICAM, 07/2018, [url](#)

²²⁷ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

²²⁸ Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme, entretien téléphonique, 07/09/2020

²²⁹ RFI, 05/09/2020, [url](#)

Résumé

La crise anglophone a commencé en novembre 2016 par des grèves accompagnées de revendications de réformes, portées notamment par des avocats, des étudiants et des enseignants. En octobre 2017, la situation a dégénéré en conflit armé. Durant la période étudiée dans ce rapport (octobre 2019-octobre 2020), la violence a continué, avec des pics lors de moments clés tels que les élections, la rentrée scolaire ou certaines dates symboliques.

Les affrontements entre les forces camerounaises et les séparatistes armés se sont poursuivis en zone anglophone. Les séparatistes pourraient compter sur une force de frappe évaluée entre 2.000 et 4.000 combattants. Les différents groupes armés sont dirigés depuis l'étranger par des leaders anglophones issus de la diaspora. Ces derniers ont montré des difficultés à maintenir le contrôle sur leurs troupes de terrain et des rivalités entre chefs donnent naissance à des luttes intestines.

Des violations des droits de l'homme sont commises tant par les séparatistes que par les forces gouvernementales. Les séparatistes se sont rendus responsables d'homicides, d'enlèvements, de racketts et d'intimidations. Dans certains cas, ils nient la responsabilité de ces crimes qu'ils imputent à des « *fake ambas* » (faux séparatistes), instrumentalisés par les autorités pour décrédibiliser leur cause. Les forces camerounaises sont accusées de mener des raids sur des villages, de procéder à des rafles, des exécutions extrajudiciaires ainsi qu'à des arrestations et détentions arbitraires, de tirer aveuglément sur la foule et d'imposer des traitements inhumains et dégradants.

Dans cette situation de violence, les civils des deux régions anglophones sont pris en étau entre les forces gouvernementales et les séparatistes armés. Les séparatistes visent en particulier les civils qu'ils soupçonnent de collaborer avec les forces gouvernementales et ceux qui refusent de se soumettre aux boycotts imposés. Les forces de défense et de sécurité mènent une campagne de représailles à l'égard de ceux qui, d'après elles, soutiennent les combattants armés. Dans ce contexte, le personnel de santé, les travailleurs humanitaires, les élèves et le personnel éducatif ainsi que les journalistes sont des catégories particulièrement ciblées par la violence.

Les violences sont contenues au sein des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et touchent tant les zones rurales que les centres urbains. Mis à part l'un ou l'autre incident dont les responsabilités n'ont pas été formellement attribuées, les violences liées au conflit anglophone n'ont pas atteint la zone francophone.

Le nombre de déplacés internes s'élève, en date du 31 août 2020, à 679.000 personnes. Si la majorité des déplacements se font à l'intérieur des deux régions anglophones, les anglophones se réfugient également en nombre dans la zone francophone où ils vivent dans une grande précarité. De manière générale, leur sécurité y est garantie. Toutefois, les contrôles d'identité et les rafles des autorités semblent viser davantage les anglophones que d'autres communautés. Lors de contrôles, les personnes ne disposant pas de documents d'identité en règle peuvent être emmenées au commissariat et détenues si elles ne parviennent pas à monnayer leur libération. Sauf quelques cas isolés, les anglophones ne subissent pas de discriminations de la part des populations francophones. Les séparatistes ne s'en prennent pas aux déplacés réfugiés en zone francophone mais il n'est pas rare que des anglophones établis dans la région avant le conflit et jouissant de positions ou fonctions importantes voient leurs familles restées en région anglophone victimes de menaces, d'enlèvement ou de racketts.

La vie quotidienne est largement impactée par le conflit. Les populations sont dans une situation sanitaire critique. La majorité des centres de santé ont été désertés ou ne sont plus en mesure de fonctionner normalement. L'aide humanitaire est réduite du fait de l'insécurité. Selon les estimations, 850.000 enfants sont déscolarisés et plus de 90 % des établissements scolaires des régions anglophones sont fermés en raison du boycott du système éducatif imposé par les séparatistes. La déscolarisation et l'errance font des jeunes une population à risque, tentée de s'engager dans des

activités informelles voire criminelles pour quelques revenus (commerce transfrontalier, prostitution, enlèvements, vols, etc.). La sécurité alimentaire est également précaire : de nombreuses terres agricoles ont été abandonnées et certaines récoltes ont été détruites. Les barrages routiers formels et informels, utilisés tant par les autorités que par les groupes armés, ont rendu la circulation des personnes et des biens difficile et risquée. Néanmoins, l'accès à la zone anglophone par la route depuis la zone francophone, et vice versa, est possible. Des véhicules de transport en commun circulent mais avec difficulté et des risques imprévisibles. Des blocus prolongés ont été imposés par les séparatistes mais ont tendance à être moins respectés que les opérations villes mortes observées les lundis, lesquelles continuent à être suivies.

Bibliographie

Contacts directs

Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courrier électronique, 21/07/2020, bismax75@yahoo.com

Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), messagerie WhatsApp, 05/10/2020, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Expert en démocratisation et défenseur des droits de l'homme ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 07/09/2020, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Organisation non gouvernementale (ONG) de défense des droits humains ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 21/07/2020, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Togué M., avocat et défenseur des droits de l'homme, courrier électronique, 22/07/2020, mtogue@yahoo.fr

Sources écrites et audiovisuelles

ACAPS, *Cameroun. Escalation of the Anglophone crisis*, 21/01/2020, https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200121_acaps_short_note_escalation_of_the_anglophone_crisis_cameroun_0.pdf [consulté le 29/09/2020]

African Arguments, *Cameroun's curious plan to rebuild from the war, while it still rages on*, 08/09/2020, <https://africanarguments.org/2020/09/08/camerouns-curious-plan-to-rebuild-from-the-war-while-it-still-rages-on/> [consulté le 08/09/2020]

Agence Cameroun Presse (ACP), *Crise anglophone: Les motos taxis interdits de circuler à Bamenda (Nord-Ouest)*, 07/09/2020, <https://www.agencecamerounpresse.com/societe/soci%C3%A9t%C3%A9/crise-anglophone-les-motos-taxis-interdits-de-circuler-%C3%A0-bamenda-nord-ouest.html> [consulté le 23/09/2020]

Agence Ecofin, *Le Cameroun se prépare à rouvrir son trafic aérien international*, 03/07/2020, <https://www.agenceecofin.com/transports/0307-78154-le-cameroun-se-prepare-a-rouvrir-son-traffic-aerien-international> [consulté le 07/10/2020]

Al Jazeera, *Cameroun holds first peace talks with main separatist group*, 04/07/2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/07/04/cameroun-holds-first-peace-talks-with-main-separatist-group/> [consulté le 23/09/2020]

Amnesty International (AI), *Cameroun. Hausse des homicides dans les régions anglophones à l'approche des élections législatives*, 06/02/2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/02/cameroun-rise-in-killings-in-anglophone-regions/> [consulté le 09/09/2020]

Amnesty International (AI), *Cameroun. La libération de Maurice Kamto et de plusieurs détenus doit marquer la fin de la répression des voix dissidentes*, 05/10/2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/10/cameroun-release-of-maurice-kamto-and-several-detainees/> [consulté le 22/09/2020]

Anadolu Agency (AA), *Cameroun / Crise Anglophone : affrontements meurtriers entre groupes rivaux sécessionnistes*, 12/03/2020, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-affrontements-meurtriers-entre-groupes-rivaux-s%C3%A9cessionnistes-/1763647> [consulté le 28/09/2020]

Anadolu Agency (AA), *Cameroun / Crise anglophone : quatre séparatistes tués dans des affrontements avec l'armée*, 14/06/2020, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-quatre-s%C3%A9paratistes-tu%C3%A9s-dans-des-affrontements-avec-l-arm%C3%A9e-/1876420> [consulté le 23/09/2020]

- Anadolu Agency (AA), *Cameroun / Crise anglophone : un policier tué dans une embuscade à Bamenda*, 20/09/2020, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-un-policier-tu%C3%A9-dans-une-embuscade-%C3%A0-bamenda-/1979456> [consulté le 23/09/2020]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, mise à jour consultée sur la page de l'outil d'exportation : 19/09/2020, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 29/09/2020]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Meurtres de travailleurs humanitaires dans le nord-ouest du Cameroun*, 10/08/2020, <https://www.bbc.com/afrique/region-53719140> [consulté le 02/09/2020]
- Cameroon Tribune, *Trafic aérien : les vols internationaux ont repris*, 16/06/2020, <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/33063/fr.html/trafic-aerien-les-vols-internationaux-ont-repris> [consulté le 07/10/2020]
- Cameroon-info, *Cameroun - Crise Anglophone: Un travailleur humanitaire tué par des séparatistes à Kumba*, 12/07/2020, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-un-travailleur-humanitaire-tue-par-des-separatistes-a-kumba-377019.html> [consulté le 28/07/2020]
- Cameroon-info, *Cameroun - Décapitations dans les régions Anglophones/Raoul Sumo Tayo (expert en sécurité): « Il Faut qu'une enquête sérieuse nous dise qui est derrière ces décapitations »*, 14/08/2020, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-decapitations-dans-les-regions-anglophones-raoul-sumo-tayo-expert-en-securite-il-faut-quune-380319.html> [consulté le 28/09/2020]
- Cameroon-info, *Cameroun - Reprise des vols internationaux: Le Cameroun va accueillir uniquement ses ressortissants et les étrangers résidents dans le pays*, 03/07/2020, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-reprise-des-vols-internationaux-le-cameroun-va-accueillir-uniquement-ses-ressortissants-et-les-376443.html> [consulté le 07/10/2020]
- CameroonWeb, *Crise anglophone: violents affrontements entre plusieurs groupes sécessionnistes*, 24/01/2020, <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Crise-anglophone-violents-affrontements-entre-plusieurs-goupes-s-cessionnistes-487048> [consulté le 28/09/2020]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *Cameroon's unfolding catastrophe*, 03/06/2019, https://static1.squarespace.com/static/5ab13c5c620b859944157bc7/t/5cf685bc19d167000186c6fb/1559659972339/Cameroon%27s+Unfolding+Catastrophe+%28June+2019%29_report.pdf [consulté le 28/09/2020]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *Human rights violations committed by the military between May and August 2020 in the North-West (NWR) and Southwest (SWR) regions of Cameroon*, 31/08/2020, <https://www.chrda.org/human-rights-violations-committed-by-the-military-between-may-and-august-2020-in-the-north-west-nwr-and-southwest-swr-regions-of-cameroon/> [consulté le 09/09/2020]
- Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRDA), *Human rights report covering acts of violence committed by the Cameroon military and non-state armed groups against civilians in the North-West and South-West regions of Cameroon in the period August and September 2020*, 06/10/2020, <https://www.chrda.org/chrda-human-rights-report-covering-acts-of-violence-committed-by-the-cameroon-military-and-non-state-armed-groups-against-civilians-in-the-north-west-and-south-west-regions-of-cameroon-in-the-period-a/> [consulté le 07/10/2020]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA / CGRS) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acledd-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]
- Data Cameroon, *Anglophone crisis : more than 17168 cases of psychological and psychiatric damage recorded in Bamenda*, 04/09/2020, <https://datacameroon.com/anglophone-crisis-more-than-17-168-cases-of-psychological-and-psychiatric-damage-recorded-in-bamenda/> [consulté le 04/09/2020]

- Deutsche Welle (DW), *Cameroon's escalating Anglophone crisis shows little sign of abating*, 24/06/2020, <https://www.dw.com/en/camerouns-escalating-anglophone-crisis-shows-little-sign-of-abating/a-53906409> [consulté le 29/09/2020]
- France 24, *Cameroon anglophone : aux origines de la crise*, 04/10/2017, <https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise> [consulté le 17/09/2020]
- France 24, *L'opposant camerounais Maurice Kamto libéré après neuf mois de prison*, 05/10/2019, <https://www.france24.com/fr/20191005-opposant-camerounais-maurice-kamto-libere-apres-neuf-mois-prison> [consulté le 22/09/2020]
- Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P), *Cameroon. Populations at risk*, 15/07/2020, <https://www.globalr2p.org/countries/cameroon/> [consulté le 15/09/2020]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016, <https://grip.org/armes-artisanales-au-cameroun-urgence-dune-legislation-coherente-pour-encadrer-des-pratiques-traditionnelles/> [consulté le 28/09/2020]
- Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), *Insécurité dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Conséquences économiques et impacts sur l'activité des entreprises*, 07/2018, <https://www.legicam.cm/index.php/d/1872> [consulté le 22/09/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Des civils tués dans les régions anglophones*, 27/07/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/07/27/cameroun-des-civils-tues-dans-les-regions-anglophones> [consulté le 27/07/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Il faut rendre la réponse humanitaire plus inclusive*, 10/12/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/12/10/cameroun-il-faut-rendre-la-reponse-humanitaire-plus-inclusive> [consulté le 28/09/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Les leaders séparatistes font appel de leur condamnation*, 03/09/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/09/03/cameroun-les-leaders-separatistes-font-appel-de-leur-condamnation> [consulté le 28/09/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Cameroon : Massacre de civils dans la région séparatiste*, 25/02/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/02/25/cameroun-massacre-de-civils-dans-la-region-separatiste> [consulté le 10/09/2020]
- Human Rights Watch (HRW), *Une vidéo révèle un meurtre horrible commis au Cameroun*, 14/08/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/14/une-video-revele-un-meurtre-horrible-commis-au-cameroun> [consulté le 02/09/2020]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Education et pouvoir dans le conflit anglophone au Cameroun. Notes de l'Ifri*, 06/2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_education_conflit_cameroun_2020.pdf [consulté le 29/07/2020]
- Institut français des relations internationales (IFRI) (Petrigh C.), *Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires*, 10/2019, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/petrigh_conflit_anglophone_cameroun_2019.pdf [consulté le 17/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 28/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19/10/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures> [consulté le 22/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Cameroon : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 28/09/2020]

- International Crisis Group (ICG), *Crise anglophone au Cameroun : Comment arriver aux pourparlers*, 02/05/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroun-comment-arriver-aux-pourparlers> [consulté le 28/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - April 2020*, 20/05/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-alerts-and-april-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - August 2020*, 31/08/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/september-alerts-and-august-trends-2020> [consulté le 04/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - December 2019*, 07/01/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/crisiswatch-january-2020-alerts-and-december-2019-trends> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - February 2020*, 29/03/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-alerts-and-february-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - January 2020*, 22/02/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/february-alerts-and-january-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - July 2020*, 03/08/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/august-alerts-and-july-trends> [consulté le 04/09/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - June 2020*, 01/07/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/july-alerts-and-june-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - March 2020*, 19/04/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/april-alerts-and-march-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - May 2020*, 08/06/2020, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-alerts-and-may-trends-2020#cameroon> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - November 2019*, 12/12/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/december-alerts-and-november-trends-2019> [consulté le 13/07/2020]
- International Crisis Group (ICG), *Latest updates - Cameroon - October 2019*, 12/11/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/november-alerts-october-trends-2019> [consulté le 13/07/2020]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : dans le Nord-Ouest, l'impossible cohabitation entre « Mbororos » et anglophones*, 19/07/2020, <https://www.jeuneafrique.com/1015409/politique/cameroun-dans-le-nord-ouest-limpossible-cohabitation-entre-mbororos-et-anglophones/> [consulté le 10/09/2020]
- Jeune Afrique (Foute F.), *Crise anglophone au Cameroun : les sécessionnistes divisés à l'orée d'un dialogue avec le gouvernement*, 12/11/2019, <https://www.jeuneafrique.com/784161/politique/crise-anglophone-au-cameroun-les-secessionnistes-divises-a-loree-dun-dialogue-avec-le-gouvernement/> [consulté le 14/07/2020]
- Journal du Cameroun, *Cameroun : Interdiction de circuler à Yaoundé sans pièce d'identité*, 07/07/2020, <https://www.journalducameroun.com/cameroun-interdiction-de-circuler-a-yaounde-sans-piece-didentite-cameroun/> [consulté le 07/10/2020]
- Journal du Cameroun, *Cameroun : nouvelles mesures de sécurité à Bamenda*, 12/03/2020, <https://www.journalducameroun.com/cameroun-nouvelles-mesures-de-securite-a-bamenda-cameroun/> [consulté le 29/09/2020]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, dans les régions anglophones, la crise se durcit*, 18/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/18/au-cameroun-dans-les-regions-anglophones-la-crise-se-durcit_5064740_3212.html [consulté le 28/09/2020]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQsJvbbzjB.99 [consulté le 28/09/2020]

- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun anglophone, le business des raptés et des rançons*, 08/08/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/08/au-cameroun-anglophone-le-business-des-raptes-et-des-rancons_5497623_3212.html [consulté le 17/07/2020]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, la région de l'Ouest sur le qui-vive face aux partisans de l'Ambazonie*, 09/08/2019, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/09/au-cameroun-la-region-de-l-ouest-sur-le-qui-vive_5497952_3212.html [consulté le 17/07/2020]
- Le Monde, *Cameroun anglophone : un journaliste arrêté il y a dix mois est mort en détention*, 05/06/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/05/cameroun-anglophone-un-journaliste-arrete-il-y-a-dix-mois-est-mort-en-detention_6041854_3212.html [consulté le 10/09/2020]
- Le Vif, *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun*, 19/02/2018, <https://www.levif.be/actualite/international/cinq-choses-a-savoir-sur-la-crise-anglophone-au-cameroun/article-normal-801973.html> [consulté le 17/09/2020]
- Médecins sans frontières (MSF), *Nord-ouest du Cameroun : un hôpital au cœur de la crise*, 01/09/2020, <https://www.msf-azg.be/fr/news/nordouest-du-cameroun-un-h%C3%B4pital-au-c%C5%93ur-de-la-crise> [consulté le 02/09/2020]
- Mimi Mefo Info (MMInfo), *Buea: Police, Gendarmes Use Mass Arrest To Exploit Muea Inhabitants*, 16/09/2020, https://mimimefoinfos.com/buea-police-gendarmes-use-mass-arrest-to-exploit-muea-inhabitants/?fbclid=IwAR3MD3KAtaTimoQdbD_yvMP2B9sfBEwKRnWjKlxAUo0J7aTINJQrj_6i4DA [consulté le 17/09/2020]
- Mimi Mefo Info (MMInfo), *Cameroon Anglophone Crisis: The Untold Stories of Separatist Fighters' Dreams and Aspirations*, 15/09/2020, <https://mimimefoinfos.com/cameroon-anglophone-crisis-the-untold-stories-of-separatist-fighters-dreams-and-aspirations/> [consulté le 15/09/2020]
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, *Conseils aux voyageurs. Conseils par pays/destination. Cameroun*, 06/10/2020, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/cameroun/> [consulté le 07/10/2020]
- ONU Info, *Cameroun : multiplication des attaques contre les humanitaires dans les régions anglophones (ONU)*, 05/06/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1070312> [consulté le 10/09/2020]
- ONU Info, *Cameroun : plus de 855.000 enfants privés d'école par l'instabilité dans les régions anglophones (UNICEF)*, 05/11/2019, <https://news.un.org/fr/story/2019/11/1055401> [consulté le 29/09/2020]
- ONU Info, *Massacre au Cameroun : l'ONU appelle le gouvernement à ouvrir une enquête*, 17/02/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1061971> [consulté le 23/09/2020]
- Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (Food and Agriculture Organization of the United Nations, FAO), *Home gardening gives hope to populations affected by the crisis in the North West and South West regions of Cameroon*, 27/05/2020, <http://www.fao.org/cameroun/actualites/detail-events/fr/c/1277673/> [consulté le 30/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Au Cameroun, l'opération militaire «Bamenda Propre» fait peur*, 15/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200915-cameroun-l-op%C3%A9ration-militaire-bamenda-propre-fait-peur> [consulté le 30/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroon's Anglophone crisis, an unravelling catastrophe*, 02/03/2020, <https://www.rfi.fr/en/international/20200302-camerouns-anglophone-crisis-unraveling-catastrophe> [consulté le 15/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroun: la situation à Bamenda a «dégénéré», déplore le leader d'opposition John Fru Ndi*, 12/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200912-cameroun-la-situation-%C3%A0-bamenda-a-d%C3%A9g%C3%A9n%C3%A9r%C3%A9-d%C3%A9plo-re-le-leader-d-opposition-john-frun?ref=tw> [consulté le 30/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroun: les civils de Bamenda victimes des combats entre séparatistes et forces de l'ordre*, 04/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200904-cameroun-les-civils-bamenda-victimes-combats-entre-s%C3%A9paratistes-et-forces-lordre> [consulté le 29/09/2020]

- Radio France internationale (RFI), *Cameroun: l'inquiétude reste vive à Bamenda après des tirs entre armée et séparatistes*, 05/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200905-cameroun-bamenda-nord-ouest-anglophone-vive-inquietude-situation-tendue-civils-arme> [consulté le 29/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroun: prison à vie confirmée en appel pour le leader séparatiste Sisiku Ayuk Tabe*, 18/09/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200918-cameroun-prison-%C3%A0-vie-confirm%C3%A9e-en-appel-le-leader-s%C3%A9paratiste-sisiku-ayuk-tabe> [consulté le 28/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Cameroun: qui sont les civils armés impliqués dans le conflit en zone anglophone?*, 30/04/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200430-cameroun-presence-milices-armees-zone-anglophone-ngarbu> [consulté le 10/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Rencontre avec Sisiku Ayuk Tabe: «Il y a des tensions au sein du gouvernement camerounais»*, 10/07/2020, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200710-richard-moncrieff-icg-cameroun-anglophone-crise-lignes-bougent> [consulté le 28/09/2020]
- Radio France internationale (RFI), *Women bear the brunt of violence in Cameroon's Anglophone crisis*, 03/03/2020, <https://www.rfi.fr/en/international/20200303-women-bearing-brunt-ongoing-violence-cameroon-s-anglophone-crisis> [consulté le 28/09/2020]
- Radio télévision belge francophone (RTBF), *Cameroun: un humanitaire tué dans le Nord-Ouest anglophone*, 10/08/2020, https://www.rtbf.be/info/monde/detail_cameroun-un-humanitaire-tue-dans-le-nord-ouest-anglophone?id=10558992 [consulté le 02/09/2020]
- Reporters sans frontières (RSF), *Cameroun : un journaliste accusé de "sécession" placé en détention provisoire pour six mois*, 30/06/2020, <https://rsf.org/fr/actualites/cameroun-un-journaliste-accuse-de-secession-place-en-detention-provisoire-pour-six-mois> [consulté le 10/09/2020]
- Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), *Note de conjoncture des droits de l'homme au Cameroun*, 01/05/2020 [consulté le 10/09/2020]
- Signal Risk, *Our latest analysis briefing via #TheSignalRoom looks at the trends in the Anglophone conflict and what can be expected in the coming months* [Twitter post], 07/07/2020, <https://twitter.com/SignalRisk/status/1280434559486775296> [consulté le 28/07/2020]
- Simon-Skjoldt Center for the Prevention of Genocide, *Les risques d'atrocités de masse au Cameroun*, 06/2020, https://www.ushmm.org/m/pdfs/Cameroon_Policy_Brief_June_2020_French.pdf [consulté le 28/09/2020]
- The Africa Report, *Cameroon: Gridlock continues between separatists and Yaoundé*, 09/09/2020, <https://www.theafricareport.com/41022/cameroon-gridlock-continues-between-separatists-and-yaounde/> [consulté le 15/09/2020]
- The Africa Report, *Fleeing violence in Anglophone Cameroon, life in Douala is a different hardship*, 20/04/2020, <https://www.theafricareport.com/26446/fleeing-violence-in-anglophone-cameroon-life-in-douala-is-a-different-hardship/> [consulté le 15/09/2020]
- The Guardian, *Stay Home or Risk Being Shot: Cameroon's Back-to-School Crisis*, 03/09/2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/sep/03/cameroon-pupils-risk-being-shot-back-to-school> [consulté le 29/07/2020]
- The New Humanitarian (TNH), *Ahead of peace talks, a who's who of Cameroon's separatist movements*, 08/07/2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/07/08/Cameroon-Ambazonia-conflict-peace-whos-who> [consulté le 13/07/2020]
- TV5 Monde Afrique, *Cameroun : reprise du trafic aérien à l'aéroport de Yaoundé sous haute surveillance*, 16/06/2020, <https://afrique.tv5monde.com/information/cameroun-reprise-du-traffic-aerien-laeroport-de-yaounde-sous-haute-surveillance> [consulté le 07/10/2020]
- United Nations Children's Fund (UNICEF), *Cameroon Humanitarian Situation Report No. 6 - Mid-Year Report: January - June 2020*, 30/06/2020, <https://reliefweb.int/report/cameroon/unicef-cameroon-humanitarian-situation-report-no-6-mid-year-report-january-june-2020> [consulté le 08/09/2020]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Humanitarian Response Plan. Cameroon*, 06/2020, <https://www.who.int/health-cluster/countries/cameroon/Cameroon-revised-humanitarian-response-plan-June-2020.pdf?ua=1> [consulté le 02/09/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North West and South West, Situation Report No. 20*, 24/07/2020,

https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/sitrep_june_2020_20jul_final_version_v2.pdf [consulté le 26/07/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon : North-West and South-West Situation Report No. 19*, 29/06/2020,

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/nsw_sitrep_may_2020_final.pdf [consulté le 28/07/2020]

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and-South West. Situation Report No. 22 As of 31 August 2020*, 22/09/2020,

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/cameroon/document/cameroon-north-west-and-south-west-crisis-situation-report-n%C2%B022-31> [consulté le 30/09/2020]

Voice of America (VOA), *Au Cameroun, prison à vie pour un leader des séparatistes anglophones*, 20/08/2019,

<https://www.voafrique.com/a/au-cameroun-prison-%C3%A0-vie-pour-un-leader-des-s%C3%A9paratistes-anglophones/5049568.html> [consulté le 14/07/2020]

Voice of America (VOA), *Cameroon Civilians Protest Growing Separatist Barbarism, Increasing Violence*,

16/08/2020, <https://www.voanews.com/africa/cameroon-civilians-protest-growing-separatist-barbarism-increasing-violence> [consulté le 10/09/2020]

Voice of America (VOA), *Un passé colonial tumultueux à l'origine de la crise anglophone au Cameroun*,

02/10/2018, <https://www.voafrique.com/a/cameroun-un-pass%C3%A9-colonial-tumultueux-%C3%A0-l-origine-de-la-crise-anglophone/4595827.html> [consulté le 13/07/2020]

World Food Programme (WFP), *Cameroon North West – South West. Emergency Dashboard - July 2020*,

31/07/2020, <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000118782/download/> [consulté le 08/09/2020]

World Food Programme (WFP), *Cameroon North West and South West Emergency Dashboard - August 2020*,

25/09/2020, https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-emergency-dashboard-august-2020?utm_medium=social&utm_campaign=shared&utm_source=twitter.com [consulté le 29/09/2020]